

MERCREDI 23 DECEMBRE 2015

"VOIR" la fin de la civilisation industrielle.

- = Anthropocène : peut-on concilier lucidité et optimisme ? (Alain Grandjean) p.2
- = Fin de l'anthropocène, bienvenue dans le noocène p.6
- = « C'est peut-être le début de la fin de l'or noir » p.8
- = La décroissance et la prospérité sans croissance p.10
- = « La croissance n'est pas la solution, c'est le problème » p.13
- = CHAMP LIBRE A LA BANQUE DE L'OMBRE ! (François Leclerc) p.18
- = Directive BRRD de ponction des comptes bancaires : les grands médias commencent à s'y intéresser... (Philippe Herlin) p.19
- = Peter Schiff : la Fed a relevé ses taux car elle n'a pas confiance en l'économie (vidéo) p.20
- = Hausse des taux de la FED, prix de l'or et régulation des entrepôts en Suisse p.22
- = Le Casino gagne, mais ses gérants perdront (Bruno Bertez) p.28
- = USA GDP au Q3 +2%, on ne décolle pas, attention aux stocks (Bruno Bertez) p.31
- = Les maisons Potemkine... (Patrick Reymond) p.31
- = Les 10 prédictions apocalyptiques et économiques de Jacques Attali pour l'année 2016 p.32
- = La limite de l'épure (Bruno Colmant) p.34
- = Le pétrole bas coûte cher au Venezuela p.35
- = Êtes-vous un bon épargnant? (Marc Fiorentino) p.36
- = La BoJ perd la boule : la banque centrale veut acheter des ETSI inexistantes p.39
- = Etats-Unis: les ventes de logements plongent p.41
- = Chine: les exportations d'acier reculeront à un niveau compris entre 70 et 80 millions de tonnes p.42
- = Grande barrière de corail: feu vert de Canberra à l'expansion d'un port charbonnier p.42
- = En Angleterre, la fracturation hydraulique autorisée dans les parcs nationaux p.44
- = Sapin naturel ou sapin artificiel, le faux débat p.46
- = MONNAIE DE CRÉDIT ET MONNAIE DE DÉPÔT p.47

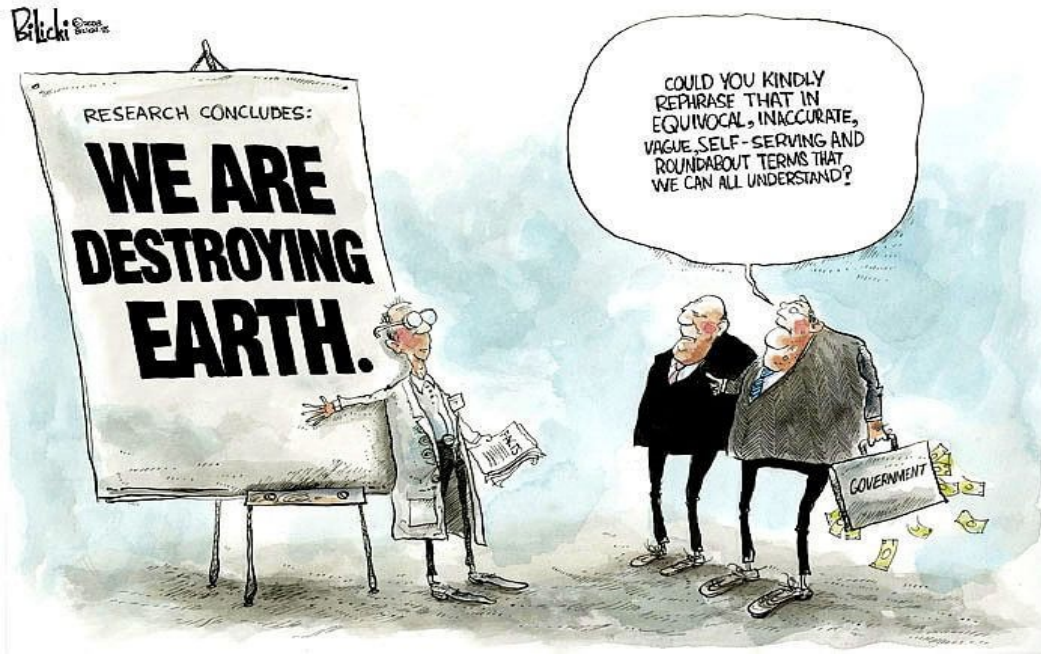


Arc-en-ciel dans un cirrus
(nuages de cristaux de glace à 10 kilomètres d'altitude) Photo: J-P L. 2014

Anthropocène : peut-on concilier lucidité et optimisme ?

8 décembre 2015 - Posté par **Alain Grandjean**

[**NYOUZ2DÉS: RÉPONSE : NON. Les gens ne font rien et il est trop tard.**]



L'ampleur et l'étendue des impacts sociaux et environnementaux présents et à venir de l'activité humaine sont écrasants pour le moral. La dépression ou le fatalisme peuvent saisir d'entrée de jeu celui ou celle qui ouvre les yeux. Du coup certains préfèrent s'installer dans le déni sous une forme une autre : le diagnostic est mal fondé (climato-scepticisme), la technologie va nous sauver (techno-optimisme), pensons à autre chose (politique de l'autruche). Pour d'autres, la question ne se pose pas : c'est Dieu (ou toute autre manière de désigner un être supérieur et créateur) qui est à la manœuvre et soit nous condamne à l'apocalypse soit va nous sauver. D'autres enfin se sentent tout simplement dépassés et se disent sans le moindre levier d'action sur le monde.

Il est clair que ces attitudes intérieures, plus moins justifiées par des faits et raisonnements, ont toutes l'immense inconvénient de conduire à l'inaction. Or s'il y a une seule certitude, c'est que l'inaction généralisée conduit inéluctablement à la catastrophe (Voir cet article qui synthétise le phénomène anthropocène. Sans corrections majeures de nos trajectoires socio-économiques, les inégalités sociales vont exploser et nos écosystèmes vont s'effondrer. Or comment croire à la possibilité de ces corrections si chacun d'entre nous s'en sent impuissant ? Peut-on pour autant être optimistes et acteurs du changement sans que ne ce soit

qu' une manière de faire face à l'angoisse et au désespoir ?

Qu'attendre de la COP21 ?



Merci à Gérard Mathieu, dessinateur.

Ces attitudes défaitistes se retrouvent, pour l'un des enjeux majeurs de l'anthropocène, le changement climatique, dans les évaluations possibles de la COP21. Certains ne voient là qu'un spectacle coûteux et inutile, voire une gigantesque opération de publicité pour les multinationales qui l'ont sponsorisée ; d'autres anticipent un accord faible sans impact sur le dérèglement climatique et interprètent en termes politiques les évaluations plus positives. Le président de la République a besoin d'un succès international et il va donc expliquer à tous que cette COP21 en est un.

De mon côté je pense que cette COP21 et tous les travaux qu'elle a entraînés, tant dans sa préparation que dans celle des événements qui l'ont précédés et entourés, vont marquer notre histoire collective.

D'abord presque tous (au dernier pointage 184 sur 195) les pays du monde ont produit une « feuille de route » (en anglais INDC, en français, contribution prévue déterminée au niveau national »). Certes, même à supposer que ces feuilles de route soient respectées, leur agrégation ne nous ramène pas sur une trajectoire 2°C. Mais d'une part la « messe n'est pas dite » (on peut faire mieux que ces trajectoires !). Mais surtout c'est la première fois dans l'histoire humaine que tous les pays du monde se livrent à cet exercice incroyable qui consiste tout simplement à réfléchir à la manière dont ils vont se passer d'énergie fossile et dont ils vont limiter leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) ! A ce stade la trajectoire qui

résulte de l'agrégation de ces efforts annoncés conduirait à un réchauffement de l'ordre de 3°C, ce qui est dans tous les cas très inférieur à ce que donnerait la poursuite de la tendance des émissions actuelles qui croissent de manière exponentielle.

On pourrait se dire que l'exercice arrive bien tard ; mais c'est sans tenir compte de son immense difficulté psychologique et technique.

De la même manière, il n'est pas impossible que les pays s'accordent à la COP21 sur un suivi international des émissions des dits GES, acceptation d'une forme d'ingérence dans leurs affaires. Là aussi une grande première !

Ensuite il est très probable qu'à Paris ou prochainement les pays « du Nord » s'accordent sur des aides significatives aux pays les plus vulnérables (à hauteur de 100 milliards de dollars par an à partir de 2020) tant pour les aider à s'adapter au changement climatique (qui est inéluctable, tout l'enjeu des négociations étant d'en limiter l'ampleur) que pour utiliser des technologies qui les font passer rapidement à une économie bas-carbone et leur permettent d'atténuer leurs émissions sans se condamner à la pauvreté de manière irréversible. A nouveau, les montants peuvent être considérés comme très insuffisants. Mais, s'ils sont là, ils auront un effet d'entraînement et engendreront une dynamique vertueuse.

Enfin il est clair que la mobilisation des acteurs économiques et [financiers](#) tant pour promouvoir des technologies bas-carbone, que pour orienter leurs investissements dans cette direction, que pour demander un prix au carbone, est à la fois réellement forte, récente (donc liée à la dynamique de la COP21) et très positive. Les Etats ne se lanceront dans la bataille (de la fiscalité ou des quotas) de manière volontariste et suffisamment puissante que s'ils perçoivent que les acteurs privés sont l'arme aux pieds.

Et plus généralement, sur quoi fonder un optimisme qui ne soit pas une croyance au Père Noël ?

Même si la COP21 est une réussite, elle n'est qu'un pas bien insuffisant par rapport aux périls qu'affronte l'humanité dans la gigantesque crise actuelle. La biodiversité s'érode rapidement, les sols se désertifient, les océans se vident et s'acidifient. Les conditions de vie de larges parties d'une humanité qui continue à croître démographiquement deviennent intenable. Nos dirigeants semblent toujours aussi autistes : l'Europe continue à promouvoir une rigueur budgétaire au nom d'une obsession de la dette et du déficit, quitte à « achever » le peuple grec et à ne pas lancer les programmes d'investissement indispensables à la transition énergétique et écologique et à ne pas lancer l'indispensable plan Marshall vital

pour l' Afrique. Elle préfère s'enfoncer dans le repli et construire des murailles ridicules devant des migrations qui ne vont que s'accroître massivement.

L'optimisme qui m'habite repose sur d'autres facteurs. Contrairement à ce qui est arrivé en 1347 en Europe, lors de l'épouvantable peste qui en 5 ans a décimé le tiers ou la moitié des européens, sans que personne à l'époque n'en comprenne les causes ni ne sachent comment réagir, nous sommes incroyablement bien outillés pour éviter la tragédie annoncée :

- nous connaissons les causes qui sont pour l'essentiel humaines des perturbations présentes et à venir de nos socio-écosystèmes (nous ne vivons pas une catastrophe naturelle)
- nous disposons de travaux scientifiques très avancés pour anticiper l'avenir
- nous expérimentons localement de nombreux modes d'organisation alternatifs
- nous avons expérimenté de nombreux systèmes économiques (du collectivisme le plus strict au capitalisme le plus échevelé) et sommes capables de décrire dans ces grandes lignes ce que pourrait être un système économique convenablement régulé
- nous avons mis au point des technologies propres et bas-carbone, qui peuvent être déployées assez rapidement (car leurs coûts sont maintenant maîtrisés) à grande échelle
- nous avons montré plusieurs fois une réelle capacité à nous organiser mondialement face à des périls planétaires : que ce soit face au trou de l'ozone, par l'accord de Montréal en 1987, ou assez régulièrement maintenant, avec l'OMS, face aux risques d'épidémies mondiales
- nous avons développé une culture individualiste : chacun d'entre nous tient à la vie et les comportements individuellement suicidaires, même s'ils sont tragiques, sont ultra-minoritaires
- plus profondément, chacun de nous peut donner un sens à son existence en se consacrant à un idéal qui le dépasse et le contient (donc pas un idéal sacrificiel bien au contraire) : contribuer à « sauver » l'humanité, à la mettre sur une route de joie et de solidarité
- l'espèce humaine est le fruit d'une histoire biologique vieille de milliards d'années qui a montré une capacité extraordinaire à s'adapter et à évoluer
- l'évolution a fini par accoucher de cet être unique, capable de conscience et de co-création à qui elle confie la suite de l'histoire ; pourquoi penser qu'il (que nous) ne ser(a) (ons) pas capables de faire naître cet avenir heureux auquel nous aspirons ?

Aucun de ces arguments ne convaincra sans doute celui qui se sent accablé à titre individuel ou collectif. Mais ils ont au moins le mérite de montrer que l'idée souvent reçue (le pessimisme de la raison et l'optimisme du cœur) n'est pas fondée. Il y a des raisons rationnelles à l'optimisme et des fondements irrationnels au pessimiste !

Pour conclure, faut-il de toutes façons être optimiste pour agir ? Guillaume d'Orange avait pour devise :

« **Point n'est besoin d'espérer pour entreprendre, ni de réussir pour persévérer** ».

Faisons nôtre cette devise !

[Fin de l'anthropocène, bienvenue dans le noocène](#)

TerraEco.net 25 janvier 2011

Si l'anthropocène - l'ère géologique dans laquelle nous vivons - se caractérise par la destruction accélérée des ressources de la planète, à quoi pourra bien ressembler la prochaine ?

[**NYOUZ2DÉS: suggestion pour un nouveau nom : le "second moyen age".**]



Claude Lorius, pionnier des recherches sur le climat, médaille d'or au CNRS, signe avec le journaliste Laurent Carpentier un extraordinaire *Voyage dans l'anthropocène* (1). J'y ai appris entre mille choses que le prochain congrès mondial de stratigraphie de Brisbane (Australie) en 2012 va statuer sur la proposition faite par Paul Crutzen en 2002 (2) de reconnaître qu'une ère géologique nouvelle est apparue il y a 3 siècles. Ce genre de décision ne se prend pas tous les matins. La dernière date de plus d'un siècle. C'est en 1885 que fut officialisée l'ère appelée Holocène, commencée avec la sédentarisation de l'homme il y a 11 500 ans.

La décision d'officialiser l'anthropocène c'est la reconnaissance par la communauté scientifique du fait que l'espèce humaine est devenue la principale force géologique, modifiant le climat, la biosphère, l'hydrosphère, la lithosphère... Je vous laisse découvrir les données scientifiques. Mais ce qui m'a le plus frappé dans ce voyage, c'est qu'on peut déjà prévoir la fin de cette ère à peine reconnue scientifiquement. L'anthropocène repose en effet sur la destruction accélérée des ressources physiques en quantité finie, à commencer par les énergies fossiles. Et une exponentielle finit toujours par épuiser un stock fini.

Un premier débat porte sur la date de fin : quelque part entre 2050 et 2150 ? L'histoire s'accélère vraiment. Les ères précédant le quaternaire duraient entre 50 et 250 millions d'années. Le pléistocène aura duré 2,6 millions d'années, l'holocène 12 000 et l'anthropocène 400 ? Et il ne s'agit pas d'un effet d'optique lié au fait que nous avons plus d'informations sur des périodes récentes. Il s'agit bien de la vitesse avec laquelle l'ensemble des données physiques et biologiques caractérisant notre planète évolue.

L'anthropocène et après ?

Un deuxième débat qu'initie Claude Lorius avec humour et gravité c'est celui du nom de la prochaine ère. « *Postanthropocène, noocène, apocalypsenowcène ?* », nous propose-t-il. On sent bien son hésitation. « *La seule question qui se pose désormais à nous c'est : "que voulons-nous faire de ce monde dont nous sommes devenus dans le même temps les fossoyeurs et les gardiens". "Serons-nous les gardiens de la Terre ou les spectateurs impuissants de notre toute-puissance ?"* » Et il cite cette belle phrase d'Edgar Morin : « *Le probable est la désintégration. L'improbable mais possible est la métamorphose.* » Mais la postface de Michel Rocard « *La force de l'amitié a sauvé l'Antarctique* » montre bien où son cœur penche. C'est d'ailleurs pourquoi son livre est un appel au sursaut. Quel sens aurait cet appel si la désintégration était certaine ? Mieux vaudrait alors boire un bon coup. Pour oublier.

De mon côté, je n'ai pas l'ombre d'une hésitation. La prochaine ère sera le noocène (3). Non que l'être humain soit amené à se désincarner et à se transformer en pur esprit. Mais plus simplement parce que le système de valeurs dominant aujourd'hui (assez bien illustré par le film Avatar) est à la fois létal et mortel. « *Les civilisations meurent par suicide*, écrivait Arnold Toynbee. *Non par meurtre.* » Nous serions la première à commettre un meurtre contre l'ensemble de nos congénères, l'ensemble de la création et contre nous-mêmes.

Ce système de valeurs va se désintégrer. Il est en train de se désintégrer. Et nous

assistons sans bien le voir car nous n'avons pas encore les mots pour le dire, donc pour le voir, à l'émergence d'une humanité... enfin humaine, dans les décombres liées à la fureur et à la bêtise crasse de cet homo appelé sapiens par antiphrase.

Bienvenue dans le noocène.

NOTES:

(1) paru chez Actes Sud en janvier 2010 (2) dans un article publié dans Nature : « *Geology of mankind* » (3) C'est Vladimir Vernadsky, un biogéochimiste russe, qui a créé le terme de noosphère repris et popularisé par le jésuite et paléanthropologue français Pierre Teilhard de Chardin. Noos veut dire esprit en grec.

Ce texte a été publié initialement sur [le blog d'Alain Grandjean](#), co-auteur avec Jean-Marc Jancovici de « Le plein s'il vous plaît » et « C'est maintenant, trois ans pour sauver le monde »

« C'est peut-être le début de la fin de l'or noir »

TerraEco.net 25 février 2015

La Première et la Seconde Guerre mondiale, le choc de 1973, Saddam Hussein, le 11 Septembre et des rats dans un paquet de corn-flakes : il y a tout ça dans la saga du pétrole contée par le journaliste Matthieu Auzanneau.

Journaliste indépendant – et [collaborateur occasionnel de Terra eco](#) –, auteur du blog « [Oil Man](#) », Matthieu Auzanneau a rejoint l'équipe du [Shift Project](#) en tant que prospectiviste. Il enquête depuis plus de dix ans sur le pétrole. Dans *Or noir* (La Découverte, 19 mars 2015), il retrace l'histoire du brut, des premiers puits américains à aujourd'hui, et de ses liens toujours plus étroits avec la géopolitique.

Terra eco : Le fil rouge d' « Or noir », c'est l'émergence des Etats-Unis comme superpuissance bâtie sur le pétrole. Comment se produit-elle ?

Matthieu Auzanneau : N'en déplaise aux tintinophiles, les Etats-Unis sont, grâce à la richesse de leur sous-sol, le vrai pays de l'or noir ! Les liens ont toujours été très étroits entre la Maison-Blanche et l'industrie pétrolière, du président Hoover (*Herbert Hoover, en poste de 1929 à 1933, ndlr*), géologue de métier, aux Bush (*George H. W. Bush, président de 1989 à 1993, et George W. Bush, président de 2001 à 2009, ndlr*), tous deux fondateurs d'entreprises dans ce secteur. Les plus grosses compagnies américaines ont longtemps été Exxon, Mobil et Chevron, suivies de General Motors et Ford. Mais deux facteurs ont contribué à l'explosion de la puissance américaine : structurées avec l'argent de la Standard Oil de

Rockefeller, deux banques, Chase Manhattan et ce qui va devenir la Citibank, font de Wall Street une place financière majeure. Et sur le plan politique, l'intervention américaine pendant la Grande Guerre, en 1917, qui a débloqué la guerre de tranchées, en alimentant en carburant une nouvelle arme : les chars d'assaut français et anglais. Clemenceau dira que « *pour les nations et pour les peuples, une goutte de pétrole vaut une goutte de sang* ». D'ailleurs, la Seconde Guerre mondiale sera perdue par le bloc qui n'a pas de pétrole. L'économie américaine, devenue structurellement importatrice de brut dès les années 1920, ces *Roaring Twenties* rugissantes comme le moteur des Ford T, le département d'Etat sera obsédé par son approvisionnement, élaborant un colonialisme du pétrole.

Quel rôle joue aujourd'hui le pétrole dans les conflits au Moyen-Orient ?



Pour comprendre, il faut remonter à la fin de la Grande Guerre : les deux butins en jeu sont le charbon de la Ruhr, en Allemagne, et le pétrole – encore inexploité – de la Mésopotamie, perdue par l'Empire ottoman. La Grande-Bretagne laisse le premier à la France, contre le champ libre au Proche-Orient. L'Irak est une nation créée par les Britanniques pour exploiter le pétrole. Ensuite, Washington a favorisé l'arrivée au pouvoir de Saddam Hussein, puis l'a soutenu dans son agression contre l'Iran (*en 1980, ndlr*), avant de mener contre lui deux guerres. Tout aussi contradictoire a priori est l'alliance entre les Etats-Unis et l'Arabie Saoudite, et que celle-ci ait perduré après le 11 Septembre, alors que 15 des 19 pirates de l'air étaient Saoudiens... Pour conserver leur base militaire et leurs intérêts, les Américains ont toujours complaisamment soutenu le régime des Saoud (*la maison royale saoudienne au pouvoir en Arabie Saoudite, ndlr*), même si ceux-ci ont joué avec le fanatisme wahhabite comme d'un chien de combat dangereux. L'Etat islamique et la politique d'Obama ne sont que les suites de cette politique américaine inconséquente visant à ne laisser aucun Etat devenir hégémonique dans le Golfe persique.

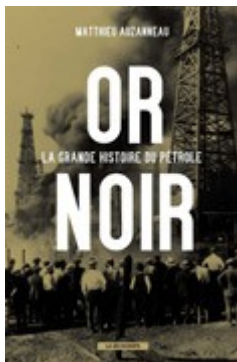
Le livre explique le rôle du pétrole dans les crises économiques, de 1929 à 2008. Est-ce un facteur décisif de déstabilisation ?

Le pétrole n'est pas l'alpha et l'omega de l'Histoire, mais celle-ci n'a pas qu'une dimension humaine, car on vit dans un monde physique. On nous a notamment toujours expliqué que le choc pétrolier de 1973 est un point de basculement, qui a plongé l'Occident dans le chômage de masse et la dette. Mais nous gardons de cet

événement une représentation caricaturale, un caprice de princes arabes avides de richesse. Au-delà du facteur déclencheur qu'est la guerre du Kippour menée contre Israël par les pays arabes, il y a un soubassement physique : trois ans plus tôt, le pic de production de pétrole conventionnel a été atteint aux Etats-Unis, où l'on s'inquiète de ce déclin. Plusieurs responsables de la politique pétrolière des Etats-unis voient d'un bon œil l'hypothèse d'une augmentation des prix du baril, pour pouvoir financer de nouveaux projets d'extraction en dehors des zones d'influence de l'Opep (Organisation des pays exportateurs de pétrole). Ce sera effectivement le cas en mer du Nord et en Alaska. Après le choc pétrolier, Henry Kissinger, patron de la diplomatie américaine, proposera même de fixer un prix plancher du baril !

Vous expliquez la baisse actuelle des cours du pétrole – 49 dollars le baril, soit 44 euros – par, notamment, le boom des pétroles non conventionnels (gaz et pétrole de schiste, sables bitumineux...). Incarnent-ils l'avenir du pétrole ?

C'est une course sur tapis roulant : les *majors* doivent sans cesse investir pour compenser le déclin des ressources de pétrole conventionnel, mais n'y parviennent pas. Pour satisfaire la consommation actuelle, il faudrait trouver et mettre en production tous les dix ans l'équivalent des extractions de quatre Arabie Saoudite, soit la moitié de la production mondiale ! Le boom du pétrole de schiste est indéniable et spectaculaire, mais l'industrie ne tient pas là (encore ?) sa planche de salut, loin s'en faut : il représente 3 millions de barils par jour aux Etats-Unis, sur une production totale de pétrole de 90 millions de barils. La Pologne n'a pas été l'eldorado espéré. Et Total a remisé sur l'étagère un projet d'exploitation de sables bitumineux, car il n'était pas rentable à 110 dollars (98 euros) le baril. Comme le dit un expert, « *nous sommes dans la position de rats qui ont fini de manger les corn-flakes et s'attaquent au carton de la boîte* ». C'est peut-être le début de la fin de l'or noir. Si on n'arrive pas à sortir du pétrole et à trouver un accord climatique global, ce n'est pas faute de prise de conscience, mais parce qu'on ne sait pas faire de croissance sans énergie fossile abondante.



Or noir
de Matthieu Auzanneau
(La Découverte, 19 mars 2015),
720 pages, 26 euros

La décroissance et la prospérité sans croissance

TerraEco.net 5 décembre 2015



Dès que l'on évoque la nécessité d'imaginer une autre croissance, les clichés et les malentendus pullulent. Anne Musson, maître de conférences en économie, fait le tri entre vraies et fausses idées.

Anne Musson est docteure en économie et écologie humaine et maître de conférences en économie

Samedi 31 octobre 2015, sur le plateau d'« On n'est pas couché », sur France 2, la journaliste Léa Salamé exprimait son pessimisme face à la COP21 et aux propositions formulées dans le plaidoyer Osons par Nicolas Hulot, invité sur le plateau. Parmi quelques échanges virevoltants, on pouvait relever celui-ci :

— **Léa Salamé** : « Sur ce postulat antilibéral, (...) vous dites qu'il est impératif de viser une prospérité sans croissance, mais la question est la suivante : qu'allez-vous répondre aux pays émergents qui vont dire : "Vous avez profité de la croissance pendant cinquante ans" ? Parce que prôner la décroissance, c'est très bien en France... »

— **Nicolas Hulot** : « Ne me faites pas dire ce que je n'ai pas dit. Entre la croissance et la décroissance, il y a une alternative : la croissance et la décroissance sélectives. Il y a des flux à développer : les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, la ville durable, les transports d'eau, les bâtiments à énergie positive, l'agroécologie. Pour ce qui est des énergies fossiles, il va falloir décroître. »

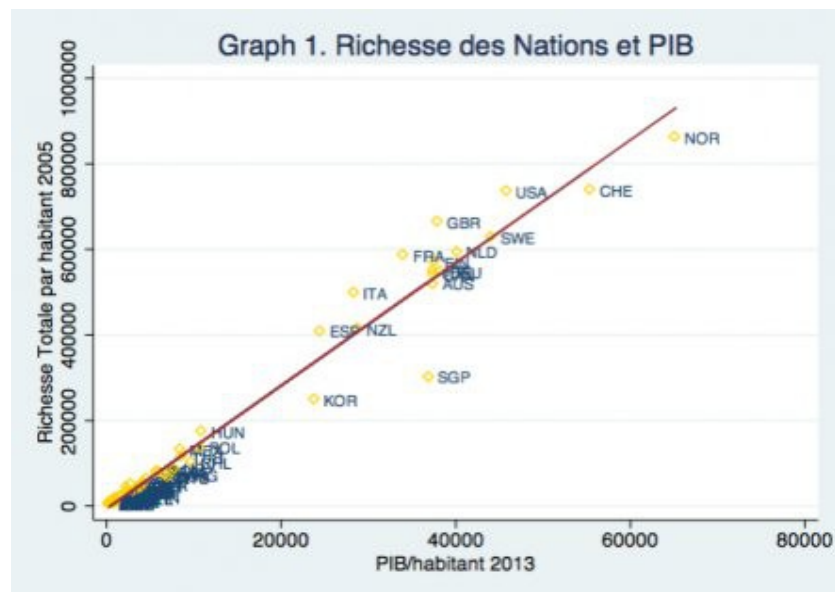
La seule course à la croissance du PIB peut mener à la destruction de richesses

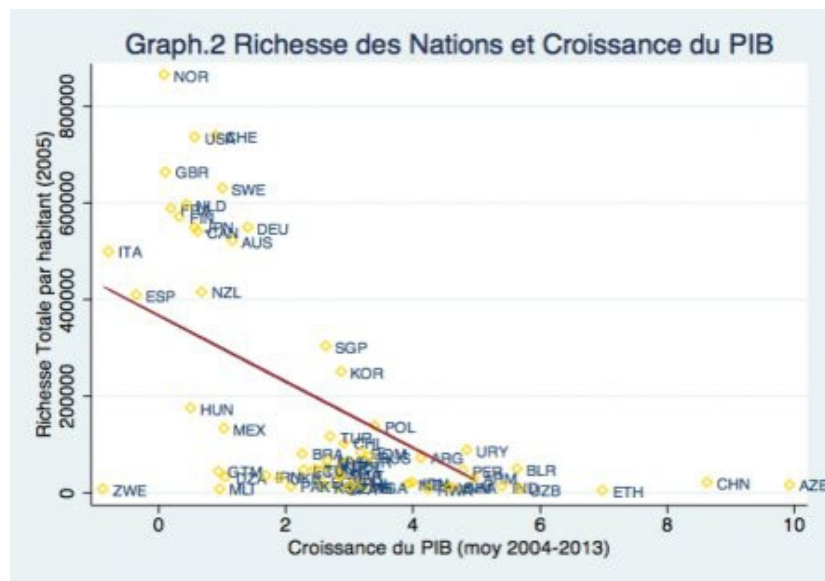
L'erreur est courante : lorsqu'il est question de ralentir la croissance, ou tout simplement d'une « autre croissance », on associe à ces termes – on les confond

même souvent – celui de « décroissance ».

Simplement, la décroissance, c'est une baisse du produit intérieur brut (PIB), ce qui signifie une diminution de la production de biens et services. La croissance zéro, c'est un taux de croissance du PIB égal à zéro. Derrière les théories d'une croissance sobre (et elles sont nombreuses) s'exprime l'idée que la richesse ne se confond pas avec la croissance du PIB. La production de biens et services ne doit pas forcément diminuer pour construire un développement durable, mais la seule course à la croissance du PIB peut mener à la destruction de richesses.

Un certain niveau de production est sans conteste nécessaire au bien-être d'une nation, mais de simples corrélations illustrent le fait que la croissance du PIB peut avoir un impact négatif sur la richesse, la performance environnementale, les inégalités... Les graphiques ci-dessous – qui utilisent les données de la Banque mondiale – présentent la relation entre la richesse des nations d'une part, et, d'autre part, le PIB (graphique 1) et la croissance du PIB (graphique 2). La « véritable » [richesse des nations](#) est un stock de capitaux, inventorié par la Banque mondiale, qui propose d'additionner le capital produit [1], le capital naturel, le capital intangible – qui se compose lui-même du capital humain et du capital social – et des capitaux venant (ou sortant) de l'étranger.





Ces graphiques sont simplistes, certes, mais on remarque que le niveau de PIB a tendance à avoir un impact positif sur la richesse, alors que la croissance du PIB semble influencer négativement. De même, on observe souvent deux nuages de points qui se détachent sur les graphiques : ils correspondent, grossièrement, aux pays développés et ceux en développement issus de notre échantillon composé de 61 pays.

La croissance du PIB n'est pas une condition suffisante à l'enrichissement des pays

Donc oui, Léa Salamé a raison, les problématiques sont différentes selon le niveau de développement d'un pays ; mais non, la croissance du PIB n'est pas une condition suffisante à l'enrichissement des pays. Surtout, la prospérité sans croissance ne prône pas la décroissance mais bien l'augmentation des richesses, et comme l'a justement répondu Nicolas Hulot, en orientant cette croissance vers des productions soutenables qui permettent l'amélioration du bien-être des populations.

NOTES:

[1] Le capital produit est assimilable au PIB. En ce sens, le graphique 1 est peu surprenant : si le PIB est une partie de la richesse des nations, il est normal que les deux variables soient corrélées. Or, la composante la plus importante de la richesse « véritable » s'avère être le capital intangible, lui aussi positivement corrélé au niveau de PIB, et négativement au taux de croissance du PIB. La logique sous-jacente est que la croissance du PIB peut être positive pour la richesse en augmentant le capital produit, mais davantage néfaste en détruisant d'autres types de capitaux.

« La croissance n'est pas la solution, c'est le problème »

TerraEco.net 1 mars 2013

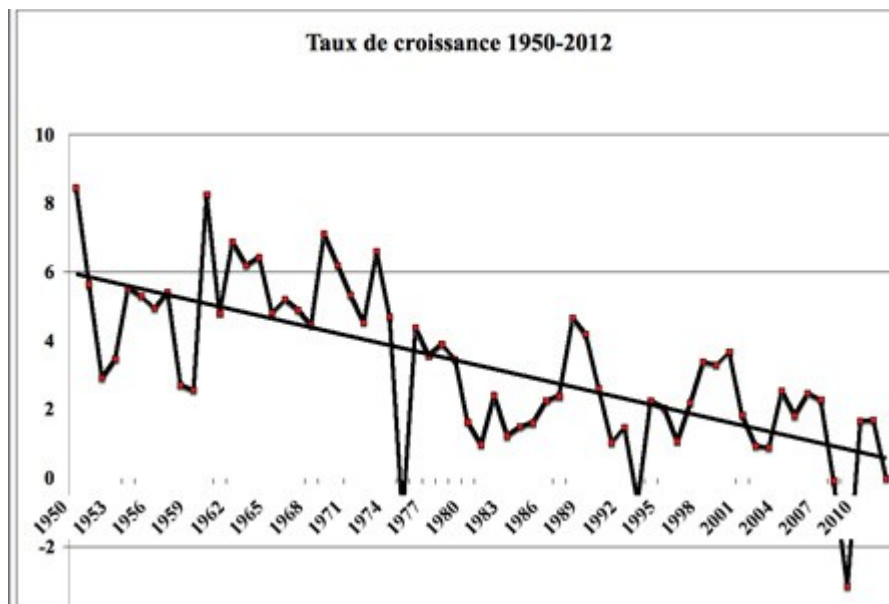
Nulle en 2012 et sans doute encore en 2013, la croissance flanche. Mais vivre sans elle est-il pire que tout ? Pas si sûr, pour l'économiste Jean Gadrey qui dénonce l'aveuglement des élites économiques et politiques.

Jean Gadrey est économiste et membre en 2008-2009 de la « [Commission Stiglitz](#) ».

On nous dit que, sans croissance, c'est la régression sociale, on ne peut pas réduire les dettes [ni payer celles qu'on a déjà contractées, intérêts et capital inclus], ni le chômage, ni la pauvreté, et l'on n'aura pas les moyens d'engager la transition écologique. Pourtant, je propose de dire « Adieu à la croissance », qui est le titre de mon livre (voir les [bonnes feuilles](#) sur le site d'*Alternatives économiques*).

Il serait temps que les économistes, s'ils veulent être « responsables », prennent en compte les risques écologiques et qu'ils se posent les questions suivantes : et si ce culte de la croissance relevait d'un aveuglement des élites économiques et politiques ? Et si la quête de la croissance, fondée sur des gains de productivité sans fin, était l'un des facteurs de crises, voire la plus grave des menaces à terme pour l'humanité ? Et si, quoi que l'on fasse, la croissance ne revenait jamais dans les pays « riches » ? Et si une « prospérité sans croissance » était possible et nécessaire pour sortir de la nasse où nous sommes ? Et si notre pays était immensément riche sur le plan économique, ce qui permettrait de faire face à tous les défis, sans croissance, dans le cadre d'une transition ambitieuse ?

Ces hypothèses sont de plus en plus crédibles. Le graphique joint représente l'évolution, depuis 1949, des taux annuels de croissance. On ne peut certes rien en conclure sur les évolutions futures, mais cela pourrait au moins faire réfléchir les dévots de la croissance.



Les causes du plongeon

Bien des raisons expliquent cette baisse spectaculaire. La poursuite de la croissance se heurte d'abord à différentes limites sociales. Elle n'est plus depuis longtemps un facteur de mieux vivre, vu qu'elle est définie comme la progression quantitative d'un « truc technique », le PIB (Produit intérieur brut), lequel n'a pas été fait pour enregistrer la qualité de la vie individuelle et collective, les dommages écologiques, les inégalités, le temps libre, le bénévolat, le travail domestique, etc. Comme le disait en mars 1968 le sénateur Robert Kennedy, quelques mois avant son assassinat, « *le PIB mesure tout, sauf ce qui fait que la vie vaut d'être vécue* ». C'est à un constat semblable qu'est parvenue la « Commission Stiglitz » quarante ans plus tard !

Mais la raison qui va devenir la plus importante est écologique. Elle est résumée par cette citation d'un grand économiste américain, [Kenneth Boulding](#) : « *Celui qui pense qu'une croissance exponentielle infinie est possible dans un monde fini est soit un fou soit un économiste.* »

La finitude des ressources naturelles se manifeste notamment par les premiers effets du pic du pétrole et de bien d'autres pics (le « peak all », le pic de tout), qu'il s'agisse de ressources non renouvelables, extraites du sous-sol, qui s'épuisent et dont le prix va grimper sans cesse, ou de ressources en principe renouvelables mais tellement surexploitées qu'elles ne parviennent plus à se renouveler : climat, eau, biodiversité, forêts, terres arables...

Les avocats de la croissance à perpétuité font penser à de mauvais médecins qui jugeraient la santé d'une personne par la croissance de sa taille et de son poids

alors qu'elle a atteint un âge où son développement qualitatif, individuel et social, devrait primer. C'est pour cela que nous vivons sous un régime d'obésité consumériste, au demeurant très inégalitaire.

Et le chômage dans tout ça ?

Mais alors, si la croissance prend fin dans les pays riches, et s'il faut le souhaiter pour diverses raisons, en particulier pour préserver ou restaurer des patrimoines naturels vitaux aujourd'hui endommagés, le chômage ne va-t-il pas poursuivre son envolée ?

La fin de la croissance sera en effet un drame pour l'emploi si l'on prolonge la trajectoire productiviste symbolisée par les Trente Glorieuses, car les gains de productivité détruisent l'emploi s'il n'y a pas assez de croissance. Sauf – c'est une première piste à exploiter – si l'on réduit la durée du travail. Je suis favorable au passage assez rapide et négocié en France aux 32 heures ou à la semaine de quatre jours à la carte. Mais ce n'est pas la seule piste.

En effet, rien ne nous condamne à viser toujours plus de productivité, surtout quand on mesure les dégâts humains et écologiques que cela entraîne, mais aussi la dégradation de la qualité dans bien des cas, dont des cas récents dans l'agriculture et l'alimentation. Il faut s'orienter vers des gains de qualité et de durabilité (le « toujours mieux » à la place du « toujours plus »), qui ont déjà été dans le passé des sources de création d'emplois et qui devraient l'être beaucoup plus à l'avenir : agroécologie, construction et isolation thermiques, énergies renouvelables, circuits courts, relocalisation, mobilité douce, services de bien-être, etc.

Par exemple, on a besoin d'environ 30% d'emplois en plus dans l'agriculture biologique pour produire les mêmes quantités, donc sans croissance quantitative. On est là dans une logique vertueuse favorable aussi bien à l'environnement qu'à la santé publique, à l'emploi et au sens retrouvé du travail. C'est vrai dans bien d'autres activités. La soutenabilité écologique et sociale n'est pas l'ennemie de l'emploi, et donc de la protection sociale, contrairement au productivisme. Encore faut-il des politiques résolues pour cette grande bifurcation, et une réduction des inégalités. Des scénarios de très bonne qualité existent, il faut les mettre à l'agenda politique. Ils ne sont nullement régressifs, bien au contraire.

5% du PIB part en dividendes

Privés de croissance, reste à savoir comment les pouvoirs publics pourraient dégager les financements nécessaires à la protection sociale et à la transition

écologique sans creuser la dette. En réalité, on cherche les clés sous le réverbère de la croissance et pas là où elles se trouvent, du côté des inégalités, des privilèges, du pouvoir économique d'une infime minorité, et de la maîtrise du crédit. En termes économiques, les Français sont environ deux fois plus riches qu'au début des années 1970. En fait, les « marges de manœuvre » financières de gouvernements qui chercheraient les clés au bon endroit sont considérables. Voici trois exemples.

► **D'abord, depuis les années 1980, le partage de la richesse économique (la « valeur ajoutée ») a évolué en faveur des profits (principalement les dividendes) et en défaveur des salaires, dans des proportions énormes.** Le graphique 2 représente les dividendes versés par les entreprises aux actionnaires depuis 1949 en pourcentage de la masse salariale. Il se passe de commentaires. Aujourd'hui, 100 milliards d'euros annuels, soit 5% du PIB, partent en dividendes. Il faudrait cinq fois moins que ce montant pour éradiquer la pauvreté !



► **Ensuite, selon un rapport du député UMP Gilles Carrez, les niches fiscales représentent au bas mot 100 à 120 milliards d'euros par an de manque à gagner pour l'Etat.** Certaines sont justifiées, mais plus de la moitié ne le sont pas et sont jugées inefficaces par la Cour des Comptes.

► **Enfin, l'évasion fiscale et la fuite dans les paradis fiscaux, plus la fraude fiscale, représentent elles aussi plusieurs dizaines de milliards d'euros de pertes sèches** qui ne peuvent servir ni les objectifs sociaux ni les finalités écologiques.

Ajoutons à cela le fait qu'en se privant de la création monétaire par leur propre banque centrale (c'est-à-dire de la maîtrise du crédit), les Etats de la zone euro se sont privés d'un instrument majeur de réorientation écologique des investissements. Il faudrait, comme le demandent la Fondation Nicolas Hulot, le « collectif Roosevelt » et d'autres associations, récupérer cet outil pour financer la transition.

Quand il s'agit de « sauver l'humanité », ne pourrait-on pas faire ce qu'on a fait pour « sauver les banques » ?

ACTUALITÉS

CHAMP LIBRE A LA BANQUE DE L'OMBRE !

par François Leclerc 22 décembre 2015

Quand ils soupèsent les risques qui pèsent sur la stabilité du système financier, les régulateurs ne se laissent pas tromper. La directrice de la régulation de l'Autorité bancaire européenne (EBA), Isabelle Vaillant, rappelle à juste titre que le « shadow banking peut potentiellement déstabiliser le système financier ». Mais d'autres considérations viennent ensuite fâcheusement freiner son élan.

Les lignes directrices de l'encadrement de l'exposition du système bancaire au shadow banking qui viennent d'être adoptées reviennent sur les propositions de mars dernier. Bien que l'EBA continue de relever que ce secteur tend à être « plus vulnérable aux problèmes de liquidité, alors qu'il est très interconnecté au système bancaire », et que « ses composantes n'ont pas accès aux liquidités des banques centrales et ne sont pas en mesure de protéger les investisseurs en cas de défaillance. »

Ne prétendant pas à l'originalité, le régulateur européen des banques n'est pas le seul à chevaucher une contradiction. Il s'inquiète en effet des effets du déplacement du risque de crédit du système bancaire vers des institutions financières opaques, tout en protégeant celles-ci de mesures par ricochet contraignantes, afin qu'elles apportent leur contribution au crédit. Car celui-ci est toujours considéré comme le meilleur levier de la relance économique, alors que l'endettement public et privé ne cesse de progresser.

L'EBA a dans une étude parallèle dévoilé que l'exposition totale des banques européennes au shadow banking serait supérieure à mille milliards d'euros. En mars dernier, elle avait bien projeté d'imposer aux banques un plafond. Mais rien n'y a fait, elle a finalement reculé en adoptant comme principe que seules les

expositions supérieures à 0,25% du capital de la banque seront assujetties à un contrôle de risque par les dirigeants des établissements bancaires et feront l'objet d'un compte-rendu. L'exposition globale ne sera pas prise en compte.

Éclairant la portée de cette mesure, une étude dévoilée par l'EBA a établi que seulement 3% des expositions dépassent le seuil de 0,25%, ce qui confirme que son filet aura des mailles très larges... Il ne faut pas excessivement limiter l'exposition des banques, est-il fait valoir. Il reste à la Commission la possibilité d'agir en définissant des plafonds. Attendons voir sans faux espoirs.

Directive BRRD de ponction des comptes bancaires : les grands médias commencent à s'y intéresser...

Philippe Herlin 23 décembre 2015 GoldBroker.fr

Nous avons été les premiers à parler ici de la directive BRRD (Bank Recovery and Resolution Directive) permettant à une banque en situation de faillite de ponctionner les comptes bancaires de ses clients. Et nous avons dénoncé le scandale que cela représente puisqu'il fait des épargnants, qui ne sont en rien responsables de la situation de leur banque, les principales victimes de sa mauvaise gestion. Dès la crise bancaire de Chypre en mars 2013, nous avons suivi la mise en place de cette directive, jusqu'à sa transposition dans le droit français au détour d'une ordonnance discrètement publiée le 21 août dernier ([l'historique de nos textes](#)).

Jusqu'ici aucun "grand" média n'avait repris l'information, mais c'est maintenant chose faite avec [Le Figaro](#) qui titre, le 22 décembre : "Les banques en faillite pourront désormais ponctionner les comptes des déposants". Eh oui, nous ne vous racontions pas d'histoires, tout ceci n'était pas un mauvais cauchemar, il n'y a au contraire rien de plus réel.

On n'apprendra rien de plus, dans cet article, que ce que nous avons déjà dit. Le journaliste semble confiant dans le fait que les comptes de moins de 100.000 euros seront protégés, alors que nous avons montré que les garanties se révèlent quasi inexistantes. L'avocat interrogé pour l'article semble prendre cette affaire à la légère : "il vaut mieux, en cas de faillite, perdre 10-15% de ses dépôts que la totalité, comme avant". Bah voyons ! 10-15% de ses avoirs, pas de quoi faire un scandale, vraiment ? Et si c'est 30%, ou la totalité comme à Chypre avec la Laiki Bank ? En plus son affirmation est fautive, "avant" l'épargnant ne perdait rien puisque l'Etat se portait garant (comme lors de la crise de 2008). Que l'on trouve cela juste ou injuste est une autre question. Est-ce au contribuable ou à l'épargnant de payer les pots cassés ? Nous, nous disons ni l'un ni l'autre, il faut prendre le

problème d'une autre façon et faire en sorte que le système bancaire devienne plus sûr (séparation des banques de dépôt et des banques d'affaire, augmentation des fonds propres, faire la vérité sur les produits dérivés, etc., autant rêver les banques n'en veulent pas).

Quoi qu'il en soit, l'élément extrêmement positif de cet article est que les grands médias commencent à s'intéresser à cette directive qui légalise la spoliation des épargnants, et cela au profit des banques qui refusent de remettre en cause leur mode de gestion trop risqué. Voici un scandale à dénoncer, espérons qu'il fasse d'autres gros titres, et ce dès le début de l'année 2016. Une prise de conscience de l'ensemble des épargnants du pays est nécessaire, cette directive mérite amplement un débat national !

La reproduction, intégrale ou partielle, est autorisée dès lors que " www.GoldBroker.fr/ tous droits réservés" est mentionné accompagné d'un lien vers cette page.

[Peter Schiff : la Fed a relevé ses taux car elle n'a pas confiance en l'économie \(vidéo\)](#)

Publié par : or-argent.eu le 23 décembre 2015

Dans l'une de ses dernières interventions sur les médias américains, Peter Schiff explique pourquoi la Fed a décidé de relever son taux directeur alors que la situation économique plaidait pour le contraire. Et pour une fois, tout le monde sur le plateau va dans son sens alors que nous sommes chez Fox News...



<https://youtu.be/1MYhZVNzb5g>

Transcription :

Peter, commençons par vous. Les marchés célèbrent la nouvelle. Ont-ils raison de le faire ?

Je ne le crois pas. Ce qu'il faut retenir, c'est que normalement, lorsque la Fed commence à remonter ses taux et à démarrer un cycle de serrage de vis monétaire, cela se passe tôt durant une reprise économique, lorsque la demande est en hausse, lorsqu'un élan positif est en place.

Mais la Fed a attendu tellement longtemps que cette soi-disant reprise économique est en fait terminée. La prochaine récession est sur le point de démarrer, si ce n'est déjà fait.

Vous vous êtes donc étranglé lorsque vous avez appris la nouvelle ? De mon côté j'étais au bureau quand je l'ai appris, j'en suis presque tombé de ma chaise. John Lonski (de Moody's) ?

Peter a raison. Vous savez, la Fed n'a jamais relevé son taux directeur lorsque l'écart de taux des obligations pourries est supérieur à 700 points de base.

Il s'agit pourtant d'un indicateur qui montre que nous sommes dans les dernières minutes de la partie.

Je dirais donc que le potentiel de hausse pour les taux d'intérêt est plutôt limité, que ce soit pour les taux à court terme ou les obligations à long terme.

Oui. Bien sûr, elle (Yellen) a mentionné la relation avec l'inflation, nous parlons d'un cycle économique au sens large du terme.

En termes de cycle économique, pensez-vous qu'elle a trop attendu ?

Oui, je dirai ceci : il n'y a pas de raison économique, Lou Dobbs a raison sur ce point. Vous savez que nous avons eu une discussion animée plus tôt aujourd'hui.

Les discussions le sont toujours avec vous Charlie Gasparino.

Mais il a raison. Rien ne justifie une hausse des taux en ce moment. L'inflation est basse, le cycle économique actuel a démarré il y a 7 ans, nous sommes probablement à son terme,

la bulle des matières premières a explosé, les obligations pourries se font massacrer, il n'y a donc aucune bonne raison économique de le faire.

À moins, à moins que vous pensiez qu'il y a une bulle sur les marchés. Et je pense que c'est tout le problème. Vous maintenez les taux aussi bas pendant aussi longtemps...

Je sais que 25 points de base c'est peu, mais ça reste mieux que zéro. (brouhaha)

Toute cette reprise n'est qu'une bulle. Nous n'avons pas assisté à une reprise économique légitime, nous avons juste gonflé des bulles qui doivent être percées.

Si vous observez tous les indicateurs économiques à terme, ils annoncent tous une récession. La seule exception est le taux de chômage, un indicateur à retardement, car les employeurs ne licencient pas le personnel en prévision d'une récession.

Je suis d'accord avec toi. Mais quid de l'immobilier ?

Il y a toujours une bulle sur le marché de l'immobilier. Les prix sont trop élevés. C'est pourquoi le taux de propriété est à un plus bas de 50 ans. Mais cette fois, c'est différent.

Il s'agit d'une bulle différente. Aujourd'hui, la plupart des gens louent. Les hedge funds et les sociétés financières privées ont utilisé l'accès facile et bon marché au crédit pour spéculer sur les maisons familiales qu'ils essaient de louer. Lorsque les taux vont grimper, toutes ces bulles vont éclater.

La bulle obligataire aussi, pas seulement les obligations pourries. Il y a une bulle sur le marché du crédit souverain, il y a une bulle sur les Treasuries.

Concentrons-nous sur les fondamentaux. Même si on éjecte toutes les sociétés énergétiques du S&P 500 qui se sont fait massacrer au T3, les sociétés restantes affichent une croissance de leurs ventes annuelles inférieures à 1 %.

Croyez-moi, il est impossible que l'on assiste à la poursuite des embauches de ces derniers temps si les ventes...

Ok, voyez-vous des dégâts à venir en raison de ce relèvement des taux décidé dans un contexte qui semble annoncer une récession ?

Je pense que ce que le marché a apprécié, c'est le fait qu'elle a déclaré qu'elle pourrait ne plus jamais relever les taux. En bref, c'est ce qu'elle a dit.

Je pense qu'ils démarreront le QE4 l'année prochaine. C'est ça le problème. Et pas parce que les QE marchent, mais parce que nous sommes pris au piège.

Est-ce que les marchés vont apprécier ce nouveau QE ?

Hmm... Le marché de l'or va apprécier.

Si les marchés grimpent maintenant, c'est parce qu'il semble qu'elle ne relèvera pas davantage les taux ou parce qu'elle ne cesse de marteler qu'elle a confiance en l'économie et dans les marchés ?

Si le marché croit en la Fed, il a un problème. N'oubliez jamais le problème des subprimes.

Mon ami Lonski, vous dites beaucoup de mal de la Fed. On dirait que vous avez perdu confiance. Et vous ?

La Fed n'a aucune confiance, c'est la raison pour laquelle elle relève ses taux. Elle a peur d'admettre qu'elle n'a pas confiance. Cette hausse symbolique a pour but d'occulter ce fait.

Si la Fed avait vraiment confiance en l'économie, elle aurait agi il y a des années déjà. Mais alors elle aurait fait éclater les bulles plus tôt et nous serions déjà dans la crise financière suivante.

En voilà un point de vue négatif. Mais cela a du sens.

La plupart des gens s'accorderont pour dire qu'au vu de la situation économique, il n'y a aucune raison de relever les taux sauf s'il y a un risque de bulle.

Ou si vous souhaitez vous garder pour l'avenir une certaine marge de manœuvre...

Je crois que nous sommes d'accord... Ce qui est un peu effrayant.

Egon Von Greyerz: Hausse des taux de la FED, prix de l'or et régulation des entrepôts en Suisse

BusinessBourse et Keiser Report Le 23 Déc 2015

Max Keiser interview Egon von Greyerz sur les raisons pour lesquelles l'or n'augmente pas malgré tous les bouleversements et les mauvais présages sur les marchés manipulés à l'échelle mondiale. Ils discutent aussi de la hausse des taux d'intérêt américains et des fausses rumeurs concernant les Ports Francs (Freeport) en Suisse.

Max keiser : Bienvenue dans Keiser Report. Ici Max Keiser, et c'est le moment de se tourner vers Egon von Greyerz, de GoldSwitzerland.com. Egon, bienvenue dans le Keiser Report.

Egon Von Greyerz : Je suis heureux d'être de retour, Max, juste avant Noël, tout juste avant l'annonce de la Fed...

Max keiser : Oui, nous allons parler de la Fed dans quelques secondes... je veux d'abord vous demander quelque chose : Les gens achètent de l'or en période de crise et d'incertitude... Passons en revue une liste de choses qui devraient être des raisons d'acheter de l'or : il y a un krach énergétique dans le monde entier, le pétrole baisse, le gaz vient d'atteindre un nouveau bas, les prix des matières premières s'effondrent, vingt-sept bourses sont maintenant en correction, plusieurs d'entre elles ont chuté de 20%, 30% ou plus. Il y a de l'effondrement économique partout, le commerce mondial décline, l'Europe s'efforce d'absorber des millions de réfugiés, le terrorisme est en croissance, les intérêts sur les obligations pourries (junk bonds) montent en flèche, les détaillants sont en déclin, les prêts automobiles et les prêts étudiants sont au bord de l'effondrement, le secteur manufacturier américain est en récession, les hedge funds plongent, la bourse américaine n'est représentée, en fait, que par une dizaine de compagnies, les ventes des entreprises s'effondrent... Pourquoi l'or ne monte-t-il pas ?

Egon Von Greyerz : C'est une bonne question... pourquoi l'or ne grimpe-t-il pas ? Peut-être qu'il monte... il s'agit du dernier actif d'une longue liste d'actifs manipulés... ils ne pourront manipuler le prix de l'or que pendant une certaine période. Certains marchés sont si énormes qu'ils croulent sous leur propre poids. Prenez le marché des obligations – junk bonds en réalité – qui s'effondre, et les divers fonds qui mettent fin aux rachats... et toutes ces choses... vous savez, les pouvoirs en place ne peuvent manipuler les marchés réels et, malheureusement, le marché de l'or n'est pas un marché réel, il est manipulé car, comme vous le savez, le marché papier de l'or est beaucoup plus gros, environ 300 fois plus gros que le marché physique de l'or...

Max keiser : Comme vous l'avez mentionné brièvement, nous sommes à la veille d'une possible hausse des taux d'intérêt, c'est l'évènement de cette semaine... parce que cela affectera le dollar US – l'ennemi de l'or – et tout ce qui y est associé. Qu'en pensez-vous ? Si les taux augmentent d'un quart de point, est-ce que cela aura un impact ? Qu'est-ce que cela peut signifier... qu'en pensez-vous?

Egon Von Greyerz : Ceci pourrait s'avérer être un événement du type « achetez lors de la rumeur et vendez lors de la nouvelle ». La Fed souhaite qu'il se passe quelque chose avant le 16 décembre, lorsque la décision sera prise, parce que, comme vous venez de le souligner, tous les facteurs économiques sont mauvais, et pas seulement aux États-Unis – vous avez mentionné les ventes au détail, l'industrie, les fonds qui s'effondrent, les niveaux de dette à travers le monde, nous savons à quel point sont endettés les marchés émergents, l'Extrême-Orient, le

Japon, la Chine, l'Europe... et l'économie mondiale ne peut se permettre une augmentation des taux. La Fed le sait, et c'est pourquoi ils sont dans une impasse aujourd'hui. Ils ont dit qu'ils augmenteraient les taux et, pour sauver la face, ils doivent le faire. C'est pourquoi, j'en suis sûr, ils aimeraient qu'un évènement se passe d'ici le 16 décembre, le jour de l'annonce, qui les forcerait à ne pas hausser les taux. Car cette hausse n'est basée sur rien : la Fed n'a pas de stratégie qui tient la route. Ils regardent des faits économiques, des données économiques, mais même lorsque les données sautent aux yeux – et nous le savons depuis 2007-2008, avec les données sur la crise des subprimes – même en pleine crise, ils ne voyaient rien. Et c'est ce qui arrive aujourd'hui : ils ne voient rien, alors ils n'ont pas vraiment de programme... ils pensent que l'emploi s'améliore, mais ils savent bien que le chiffre de 5% de chômage n'a aucun sens, que le vrai taux se situe plutôt dans les 20%, et ils savent également que tous ces nouveaux emplois sont surtout dans les services, ou pour les gens de 55 ans et plus, et que les vrais emplois, pour le vrai monde, dans l'industrie ou ailleurs, des emplois qui produisent quelque chose, sont en déclin.

Max keiser : Donc, tout cela est purement du maquillage, pour sauver la face... pas pour des raisons économiques ?

Egon Von Greyerz : Absolument, cela n'a aucune base économique. Une augmentation des taux sera un problème pour le monde entier – avec le dollar, pour la dette, pour les marchés émergents – donc, s'ils haussent les taux, on les verra redescendre très rapidement... on ne la verra même pas cette hausse.

Max keiser : La banque centrale européenne (BCE) a poussé ses taux encore plus en territoire négatif, depuis notre dernière discussion. C'est étonnant, parce que les banques paient pour pouvoir confisquer de l'argent directement dans nos comptes, avec ces taux négatifs... et ils appellent cela une politique... mais n'est-ce pas de la confiscation de richesse... et cela n'apporte-t-il pas de l'eau au moulin de l'or ? Parce que si vous détenez de l'or dans un coffre, hors du système bancaire, il ne sera pas confisqué par le gouvernement, comme cela arrive avec les taux d'intérêt négatifs... comment ces taux peuvent-ils continuer à être ainsi négatifs ?

Egon Von Greyerz : Nous savons pourquoi : ils essaient de créer de l'inflation, car ils savent que, sans l'inflation, l'économie européenne ne pourra survivre...

Max keiser : Comment créez-vous de l'inflation en détruisant la monnaie ?

Egon Von Greyerz : Cela ne fonctionne pas. Mais ils ne connaissent pas d'autres solutions, ils n'ont pas d'autres outils, ils ont tout essayé. Ils ont imprimé de la monnaie et en imprimeront encore... les taux d'intérêts sont maintenant en

territoire négatifs, chose qui n'a jamais été testé auparavant. L'action de la BCE est une autre raison pour laquelle la Fed ne peut partir dans l'autre direction : dans une économie mondiale intégrée, vous ne pouvez pas avoir un côté qui va vers les taux négatifs et un autre qui les augmente...

Max keiser : Un point intéressant ! Nous avons un système bancaire global, mondial, et les banques centrales sont toutes interconnectées... donc vous ne pouvez pas avoir la Fed qui hausse les taux d'un quart de point tandis que l'Europe applique des taux négatifs... cela ne fonctionne pas, n'est-ce pas ?

Egon Von Greyerz : Cela ne fonctionne pas, c'est ridicule.

Max keiser : Dans l'actualité, l'Italie a sauvé quatre banques. Les actionnaires et les détenteurs de bons se sont fait lessiver... quelqu'un s'est même suicidé ! Envisagez-vous d'autres événements comme ceux-là en 2016 avec ces bail-in (sauvetage interne) par les déposants? En d'autres mots, est-ce une autre façon pour les banques de confisquer la richesse, avec ces supposés bail-in. S'agit-il d'une tendance que nous verrons en 2016 ?

Egon Von Greyerz : Nous verrons d'autres bail-in. Les déposants seront extrêmement inquiets en réalisant que leur argent n'est pas en sécurité à la banque. Mais il n'y a aucune raison de risquer de détenir des bons – parce que c'est très risqué, lorsque vous prêtez de l'argent à une banque... je souhaite obtenir de la sécurité, en contrepartie, si je prête de l'argent à une banque – ces banques exigent toujours une forme de sécurité de notre part... Mais les banques ne sont pas toutes sûres, à mon avis...

Max keiser : Quand vous déposez de l'argent à la banque, vous lui prêtez...

Egon Von Greyerz : Exactement. Et vous devriez obtenir des garanties de la banque, car elle ne peut pas rembourser !

Max keiser : Et elle impose des frais pour ce service !

Egon Von Greyerz : Exactement, oui, c'est ridicule.

Max keiser : Vous êtes en Suisse... la Banque pour les règlements internationaux (BRI, ou BIS pour Bank for International Settlements) est en Suisse... et la BRI est la banque centrale des banques centrales. Est-ce exact ?

Egon Von Greyerz : Oui.

Max keiser : D'accord. La BRI vient tout juste de publier un rapport dans lequel ils disent que le monde est au bord, encore, d'un autre effondrement dû à la dette. Il y a plus de 200 000 milliards de dollars de dette à travers le monde, et l'on ne peut créer qu'une certaine quantité de dette avant qu'il y ait saturation, ou pic de

dette... et la Banque des règlements internationaux suggère que nous avons atteint ce point. Êtes-vous d'accord ?

Egon Von Greyerz : Absolument, oui. Cela fait plusieurs années que je le dis. Je suis vraiment surpris que personne ne se soit rendu compte encore que l'empereur est complètement nu. La BRI le sait, d'autres le savent aussi... et vous le savez. Cela arrivera, car le système est en banqueroute. Il n'y a aucune chance que le système survive avec des taux d'intérêt plus élevés, aucune chance. Et la BRI... vous savez, ce qui est drôle, c'est que le conseil d'administration de la BRI est composé de banquiers centraux, et lorsqu'ils se rencontrent, ils ont des discussions tout à fait différentes de celles qu'ils ont dans leurs pays car, lorsqu'ils retournent chez eux, il s'agit de politique... ils ne peuvent pas dire la vérité...

Max keiser : C'est de la corruption... parce qu'ils disent une chose, à la Banque pour les règlements internationaux, et une autre, lorsqu'ils reviennent dans leurs pays, et encore une autre lorsqu'ils vont dans un autre pays...

Egon Von Greyerz : Absolument, parce qu'aussitôt qu'un banquier central retourne dans son pays, il met son chapeau de politicien et, alors, il ne peut plus dire la vérité.

Max keiser : Parlons encore de la Suisse, là où vous nichez tous... je ne suis pas certain que ce soit le bon terme, de dire que vous « nichez » en Suisse, mais néanmoins... À partir du 1er janvier 2016, tous les « freeports » devront se plier à de nouvelles législations sur le contenu de leurs entrepôts. Vous êtes au courant de cette histoire, n'est-ce pas ? Que sont ces « freeports », et qu'est-ce que cela signifie ?

Egon Von Greyerz : Je crois que c'est Martin Armstrong qui a lancé cette rumeur, et il n'est pas vraiment au courant des faits. Il y a toujours un danger, lorsque vous répandez des rumeurs sur Internet, que tout le monde s'en empare et que cela devienne gros. Il existe une règle en place depuis très longtemps en Suisse qui fait que les entrepôts de stockage des douanes, généralement dans les aéroports, sont en zone franche (duty-free), hors du pays lui-même. Vous pouvez y importer ou exporter des biens sans avoir à payer la TVA. Et cette règle est en place depuis plusieurs années; les entrepôts de stockage doivent tenir un registre de tous leurs clients et de toutes les marchandises – il n'y a rien de neuf là-dedans. Il y a toujours eu un registre. À partir du 1er janvier, ils devront aussi tenir un registre électronique – c'est la seule différence. Et ce registre électronique est mis en place afin que les autorités douanières puissent être averties si elles pensent que quelque chose est anormal dans les entrepôts. Et un de ces grands entrepôts nous a confié

que ce type d'inspection, ces cinq dernières années, n'est arrivé que deux fois. Alors, ces entrepôts ne font et n'envoient aucun rapport... ils sont seulement obligés de tenir un registre, ce qu'ils font déjà, de toute manière. Et, bien sûr, les inspecteurs pour la TVA peuvent toujours inspecter à leur guise. Donc ce n'est qu'un faux-fuyant, d'après moi. Non, ils ne font pas de rapports aux gouvernements, même pas au gouvernement suisse... mais ils sont toujours susceptibles d'être inspectés par les douanes suisses.

Max keiser : Merci d'avoir éclairci cela pour nous. Donc, ces entrepôts, ils sont déjà sujets aux inspections, et il existe des procédures d'enregistrement... alors pourquoi... font-ils cela par commodité, pour que tout soit enregistré électroniquement, ou bien se passe-t-il quelque chose ? Parce que la Suisse, bien sûr, a perdu plusieurs de ses clients, des clients se croyant dans une situation bancaire privée... HSBC, ce vieux scandale... ils ont commencé à ouvrir leurs livres aux régulateurs américains... et maintenant, on dit que c'est au tour des entrepôts... et la Suisse a été sévèrement touchée, dernièrement, dans sa réputation de pays refuge. Mais ceci ne fait pas partie de cette tendance ?

Egon Von Greyerz : Non, pas du tout, parce que ce registre existe depuis longtemps. Vous savez que les autorités pour la TVA doivent, depuis toujours, être informées de ce qu'il y a dans les entrepôts, surtout ceux des douanes, et ce qui pourrait y être assujéti à la TVA. Ils doivent faire un rapport uniquement s'il y a quelque chose à inspecter, s'il y a un problème à régler.

Max keiser : La banque nationale suisse défendait la stabilité de sa devise, si l'on peut dire, par rapport à l'euro, en achetant des euros. Ce programme fonctionne-t-il, est-il toujours en cours, et que pensez-vous du franc suisse, à l'avenir ?

Egon Von Greyerz : C'est un désastre, bien sûr. Nous avons eu un référendum, le Swiss Gold Initiative, il y a un an, qui visait à donner à l'or une place plus importante dans la politique de la banque nationale, et cela a été un échec. À l'époque, j'avais dit que l'arrimage (à l'euro) ne tiendrait jamais, et j'ai été attaqué de toutes parts par les banques centrales, tout le monde. On m'a traité de théoricien du complot... et six semaines plus tard, ils ont abandonné l'arrimage. Malgré cela, leur bilan augmente, ils achètent encore plus d'euros... leur bilan approche 100% du PIB suisse, ce qui est plus gros que celui des banques centrales de tous les pays occidentaux. Alors ils doivent continuer à défendre... à faire baisser la valeur du franc suisse, parce qu'ils pensent ne pouvoir survivre avec un franc suisse fort, malgré le fait que durant des siècles, ou tout du moins des décennies, le franc suisse se soit renforcé vis-à-vis des autres devises mondiales, et que l'économie suisse ait été l'économie la plus forte au monde. Ce sont des

managers de fonds spéculatif qui sont maintenant à la tête des banques centrales, et ils ne savent pas ce qu'ils font.

Max keiser : Bien, merci d'avoir été avec nous au Keiser Report.

Egon Von Greyerz : Merci, le plaisir était pour moi.

Le Casino gagne, mais ses gérants perdront

Bruno Bertez 22 décembre 2015

La victoire annoncée du casino mondial Par Liliane Held-Khawam

<https://lilianeheldkhawam.wordpress.com/>

« On parle beaucoup des ultra-riches en tant que personnes physiques. Rien n'est plus faux. C'est un Système qui s'est mis en place.

Le monde a été financiarisé grâce à des instruments financiers puissants élaborés par des ingénieurs et aujourd'hui gérés par des robots.

Un Système froid, puissant et totalement déshumanisé.

L'intelligence artificielle y remplace l'humain pour un avenir incertain et inquiétant.

Ce Système ne semble plus contrôlable par l'homme. Il est devenu autonome, fonctionne par lui-même, pour lui-même avec une logique qui lui est propre.

Impitoyable, il a réussi à accumuler toutes les richesses laissant aux populations leur équivalent sous forme de dettes.

Le principe de l'esclavage est posé sous le regard vide de gouvernants humains dépassés par l'ampleur du phénomène.

Les plus futés de la société essaient de faire ami-ami avec le monstre ne voulant pas voir que leur tour viendra d'être broyé un jour. La systématique de la raison leur sera aussi fatale qu'elle l'aura été à leurs congénères

Bref, la financiarisation de la planète pilotée par des robots annonce la défaite de l'humanité et nous fait entrer de plain-pied dans l'ère post-humaine.

Réjouissez-vous! »

LHK suivez son blog. <https://lilianeheldkhawam.wordpress.com/>

Les remarques de LHK sont tout à fait fondées, tout comme son indignation.

Nous saisissons l'occasion de son texte pour développer une idée plus optimiste, si on ose dire, et affirmer que la névrose financière ne permettra pas aux élites dominantes de gagner. On ne gagne pas quand on vit dans univers faux, de signes, et de carton pâte. Hélas les élites auront fait beaucoup de dégâts, causé beaucoup

de souffrances avant.

.
C'est un Système pervers qui s'est mis en place; propulsé et permis par la technique, la technologie et les innovations financières qui accompagnent toujours, dans l'histoire les phases de globalisation, les phases de laxisme monétaire et les phases de jeu spéculatif, vous savez ce que l'on appelle l'appétit pour le risk pour lui retirer son côté sulfureux. Voir les travaux de Michael Pettis sur ce sujet.

.
Ces périodes sont également celles au cours desquelles ont assisté à une croissance exponentielle des inégalités. Ces périodes se terminent presque toujours par des conflits armés très destructeurs, car la masse de « faux capital », de capital de poids mort, accumulée doit être détruite. Elle l'est par l'euthanasie des plus faibles.

.
Les classes moyennes non seulement sont laminées en terme de revenu et de patrimoine et de statut social, mais aussi en terme de liberté. Elles déchoient dans une servitude béate, voire veule. Par ailleurs, elles fournissent le gros contingent des victimes des guerres.

.
Le Système n'est pas neuf, non, c'est le même qui enfle et prospère depuis longtemps avec des ratés et des retours en arrière. Il a pris cette fois un élan, une ampleur et une vitesse de développement que l'on n'imaginait pas dans le passé : accélération de l'histoire, progrès de techniques, inflation de l'arsenal des armes financières de destruction massive pourrait-on dire.

.
Il y a également les progrès de la pensée, de l'intelligence, stimulés par l'appât du gain, la folie de l'accumulation à tout prix.

.
Cette pensée et c'est là où je veux en venir, progresse de façon inégale c'est à dire que le développement du Système n'est pas seulement déséquilibré en termes matériels, il est déséquilibré en terme de compréhension, en terme de capacité à comprendre le monde. La complexité est devenue extrême. Beaucoup sont laissés pour compte. Victimes collatérales.

Le monde n'est plus ce qu'il paraît être au commun des mortels, il s'est complexifié et je dirais enfoui, dissimulé. La vérité ne se donne plus à voir. Entre un mensonge simple et une vérité difficile à démontrer c'est le menteur qui l'emporte. C'est ce qui explique la facilité avec laquelle les élites et leurs

complices trompent les peuples et leurs représentants. Il y a développement inégal de la capacité à comprendre le monde. Les peuples ne comprennent plus et leurs guides soit sont largués soit ils passent de l'autre côté comme on le voit chez les syndicats et les faux partis de gauche de la sociale démocratie. Il y a développement inégal plus trahison. Ceci rend très difficiles sinon impossibles les luttes, même par ceux qui pourtant seraient capables de les mener en tant que sujets de l'histoire n'ayant plus rien à perdre . Et là je pense aux Grecs. Et aux jeunes.

.
Je ne suis pas totalement pessimiste pour autant car ceux, une infime minorité, qui refusent cette évolution perverse accélérée du Système ont un allié de poids : cet allié c'est le Réel. Le réel jalonne de ses diverses crises les échecs des nouveaux « saigneurs » .

.
Les combats que mène l'élite ne sont que des combats pour repousser les échéances, gagner du temps, « kick the can » selon la belle expression qui a été forgée pendant toute la période depuis 2008.

.
L'élite ne pense pas juste, elle pense faux, elle est névrosée, elle prend ses constructions pour le réel, elle est prise dans un monde faux qui « s'inadapte » lui même en une forme de boomerang. Les modèles économiques sur lesquels par exemple sont fondés sa finance sont des modèles qui « résonnent » comme des tambours, creux et faux . Ils sont tellement pris dans leur névrose qu'ils prennent leurs tautologies idéologiques pour le monde concret et ce faisant ils augmentent les facteurs de crise, ils les augmentent au fur et a mesure qu'ils repoussent les échéances.

.
La gravité du sinistre qui va se présenter sera sans commune mesure avec celle que l'on aurait du subir en 2008 . Tout se passe comme si ces élites, pour s'en sortir, creusaient. Creusaient sans se rendre compte que ce qu'ils creusent, c'est leur tombe. Il s'ensevelissent eux même sous la dette. La fausseté des modèles mathématiques, économiques, pseudo-scientifiques de l'élite dominante, est le principal allié/renfort de ceux qui ont choisi de s'opposer.

Entre un mensonge simple et une vérité difficile à démontrer c'est le mensonge qui l'emporte avons nous asséné plus haut, nous le pensons, c'est vrai, mais entre une vérité lestée du poids du réel et le mensonge, c'est la vérité qui l'emporte. Seule la pesanteur de la vérité est efficace. Et elle écrasera les gérants du Casino.

USA GDP au Q3 +2%, on ne décolle pas, attention aux stocks

Bruno Bertez 22 décembre 2015

L'économie des Etats-Unis a progressé de façon modérée au 3e trimestre selon la troisième estimation du département du commerce publiée mardi, qui a révisé très légèrement en baisse ce rythme de croissance .

Au Q3 , le produit intérieur brut (PIB) américain a progressé de 2% en rythme annualisé et en données corrigées des variations saisonnières contre 2,1% pour la deuxième estimation.

La modeste révision à la baisse rend compte d'une chute plus importante qu'initialement estimée des investissements des entreprises dans les infrastructures (-7,2%), **d'une plus grande variation des stocks et d'une plus forte dégradation du commerce extérieur du fait de l'appréciation du dollar.**

Ainsi les exportations ont progressé à un rythme plus ralenti que précédemment évalué (+0,7% au lieu de +0,9%) après avoir grimpé de 5,1% au 2e trimestre. Les exportations de biens notamment sont tombées dans le rouge à -0,9%. Quant aux importations, qui représentent une soustraction dans le PIB, elles ont progressé de 2,3% au lieu de 2,1% pour l'estimation précédente et +3% au 2è trimestre.

L'appréciation du dollar ralentit les exportations américaines qui sont rendues moins compétitives sur les marchés extérieurs tandis que les importations, en devenant meilleur marché, continuent de croître. Au total, le déficit commercial a enlevé un quart de point à la croissance au 3e trimestre.

Les maisons Potemkine...

Patrick Reymond 22 décembre 2015

Les maisons Potemkine sont devenues la règle. Derrière la façade, rien, et peu d'organisations échappent à la règle en occident.

Daech non plus. Pur produit de l'occident, elle en a toutes les tares. La corruption, le népotisme, et le pic pétrolier.

Le pic pétrolier y est atteint, avec les bombardements russes et américains, qui au bout d'un an, finalement arrivèrent à trouver les convois. C'était d'autant plus étonnant, d'ailleurs, qu'avec près de 10 000 camions en action, ils n'en aient pas trouvé un.

D'autant que sur la piste Ho-chi-minh, sur les 15 envoyés chaque semaine par le

nord Viet Nam, ils arrivaient à en détruire 14. A croire que l'oncle ho ne les envoyait que pour servir de cibles. En effet, les tapis de bombes utilisés pour ce faire coûtaient bien plus chers que les 15 camions envoyés. 100 000 fois plus...

Et que de toute façon, les vols et la corruption régnant dans les ports Sud Vietnamiens, assuraient un détournement de 15 % des quantités déchargées, ce qui dépassait en volume, très nettement le camion envoyé et qui arrivait à bon port.

S'ils n'avaient eu à faire qu'à lui, la guerre se serait vite éteinte, faute de munitions. Mais c'est plus facile de bombarder, que de lutter contre la corruption.

Daech, donc, connaît le même problème de corruption que bien des armées. Les effectifs sont largement fictifs, les commandants empochant les soldes différentielles. C'est ce qui provoqua l'effondrement de l'armée irakienne, devant l'offensive de Daech. Les effectifs réels étaient 20 % de ceux annoncés.

[Les commandants de Daech](#) touchent des budgets pour 250 hommes, en en ayant seulement 150. Et tout état terroriste voit se développer la corruption à une allure galopante. Personne n'osant rien dire. Tout le monde n'avait pas le nez de Staline, qui avait organisé des services secrets, pour surveiller les services secrets...

Toute la période stalinienne, vivait donc dans la crainte du NKVD, et le NKVD, dans la crainte de mouchards chargé de surveiller ses "frères", et qui les maintenaient dans le droit chemin et évitaient de faire des rapports trop dissemblable de la réalité.

Inutile de rappeler aussi, le sommet de corruption atteint pendant la terreur en France.

Après, il est toujours facile à une bureaucratie de mentir, si elle n'est pas contrôlée.

[Les 10 prédictions apocalyptiques et économiques de Jacques Attali pour l'année 2016](#)

[BusinessBourse et Lexpress Le 22 Déc 2015](#)

Jacques Attali est un économiste, écrivain et haut fonctionnaire français.

Conseiller d'État, professeur d'économie, conseiller spécial de François Mitterrand de 1981 à 1991, puis fondateur et premier président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) en 1991, il a présidé en 2008 la Commission pour la libération de la croissance française. Il dirige actuellement le groupe Positive Planet et le groupe Attali & Associés. Il a publié plus de 65 essais, biographies et romans. Il est également éditorialiste de l'hebdomadaire L'Express et président du conseil de surveillance de Slate –

Source: [Wikipedia](#)

**Soyons-en persuadés : 2016 ne peut être que l'année des bonnes surprises...
parce que le pire du pire est très vraisemblable:**

1. De nouveaux attentats terroristes, d'une ampleur défiant l'imagination, sont attendus, de façon réaliste, dans tous les pays, y compris le nôtre. Les conflits en cours en Syrie, Irak, Libye, Yémen ou Ukraine vont probablement s'aggraver.
2. D'autres affrontements devraient éclater, en particulier en mer de Chine, en Inde et en Afrique. Cela pourrait déraper en une guerre mondiale, religieuse ou laïque, ou encore liée à la circulation de l'énergie.
3. De nouveaux Etats vont sans doute s'effondrer, en particulier en Afrique, sur le modèle de la désintégration de la Somalie ou de celle du Soudan.
4. Une crise financière majeure devrait éclater à l'échelle mondiale, comparable à celle de 2008, non plus cette fois à partir des crédits spéculatifs accordés aux ménages, mais à cause de ceux qui concernent les entreprises, comme l'annonce la faillite cette semaine du fonds Third Avenue à New York. L'absence de régulation du « shadow banking » et l'agressivité des fonds « activistes » devraient précipiter ce désastre.
5. La sortie de la Grande Bretagne de l'UE, le fameux « Brexit », a toutes les chances d'advenir et de montrer au monde que la construction européenne n'est pas irréversible.
6. L'élévation de murs aux frontières qui séparent des pays de l'Union, protections illusoire contre les migrations non désirées, confirmera ce recul de l'Europe et mettra même en danger, par la défiance qu'elle entraînera, l'existence de l'euro.
7. Des catastrophes naturelles liées aux changements climatiques auront lieu.
8. Une épizootie, ou une épidémie majeure, partant d'une souche nouvelle d'un virus mutant, pourrait se déclencher, sans qu'aucun vaccin ni traitement ne soient disponibles, provoquant la fermeture des frontières à travers toute la planète.
9. La France, outre les catastrophes précédentes, risque de voir en 2016 une aggravation du chômage, un débat politique, en vue de la présidentielle, vide de contenu, une rage croissante contre les élites, des départs accrus de jeunes vers la Syrie ou vers Londres.
10. Chacune de ces mauvaises nouvelles, même si elle survient de manière localisée, aura un impact planétaire, qui ralentira la croissance mondiale, précipitant plus encore l'humanité dans la tristesse, la colère, le populisme et le protectionnisme.

De bonnes surprises sont aussi possibles.

La première serait que, par chance, aucune des mauvaises n'advienne. Si c'est le cas – et cela tiendrait du miracle – on pourra dire que le monde est passé à côté du désastre. La deuxième serait qu'on se donne les moyens, lucidement, d'écarter définitivement ces catastrophes probables, en agissant méthodiquement sur les causes de chacune d'elles. Cela exige de se considérer individuellement et collectivement en charge de l'avenir.

Si ce comportement était adopté, le monde pourrait ne pas suivre en 2016 la même voie qu'en 1914 ou en 1939 et amorcer une période formidable de croissance, d'harmonie et de bonheur.

Il est temps de croire au Père Noël.

Jacques Attali

Source: [lexpress](#)

La limite de l'épure

Posté le 22 décembre 2015 par Bruno colmant

L'Europe économique va traverser des tourments.

Au Sud, des pays accablés par les politiques d'austérité imposent, au gré des élections, des dislocations et des ruptures d'orientations économiques alors que certains gouvernements étaient alignés sur des politiques budgétaires très strictes.

Une chose m'apparaît de plus en plus claire: l'Europe se fissure.

Les élections ont emmené des partis anti-européens et différents pays voient leur avenir dans des azimuts politiques fractals.

Derrière cette fragmentation, c'est, entre autres, la question de l'euro qui est posée, ou plus précisément la question de l'homogénéité des politiques budgétaires et monétaires, alors que les différences entre les agrégats européens s'imposent.

La gravitation européenne devient centrifuge au lieu d'être centripète.

La question de l'identité européenne est incidente: l'Europe n'a jamais été en paix que dans le respect des différences des peuples. D'où la question de savoir si l'homogénéité économique et monétaire n'est pas la négation de l'esprit européen?

C'est aussi la question de la formulation étatique qui est mise en cause: les politiques de rigueur sont l'expression d'un écart grandissant entre la capacité des Etats à assurer leurs engagements sociaux et leurs moyens financiers alors qu'ils s'affaissent sous des dettes publiques qui sont inéluctablement amenées à s'alourdir, à cause, notamment de l'impayable coût des pensions.

Comment tout cela finira-t-il?

Je n'en sais rien.

Mais chaque jour qui s'écoule nous rapproche de la confrontation avec nos avenir, devenus collectivement impayables.

Le pétrole bas coûte cher au Venezuela

BusinessBourse Le 23 Déc 2015



Avec la chute des cours du brut, le Venezuela s'enfonce dans la récession. Le pétrole représente plus de 90 % des exportations du pays, 25 % de son produit intérieur brut et 45 % du budget de l'Etat. A moins de 30 dollars le baril, le brut vénézuélien a perdu les deux tiers de sa valeur depuis juin 2014. Et même à ce prix, il a du mal à trouver des débouchés, son principal acheteur, les Etats-Unis, ayant acquis une autonomie énergétique grâce à l'exploitation du pétrole de schiste.

Victime de la stratégie de l'OPEP

Début décembre, lors de la dernière réunion de l'OPEP, le Venezuela a essayé d'obtenir de ses pairs une réduction de la production pour faire remonter les prix. Caracas aurait besoin de vendre son pétrole à 88 dollars le baril pour équilibrer son budget. Mais le Cartel, Arabie saoudite en tête, a fait la sourde oreille.

Même si tous ses membres en souffrent, l'OPEP s'accroche à une stratégie qui consiste à inonder le marché pour faire baisser les cours et mettre en difficulté la concurrence américaine et russe, dont les coûts de production sont plus élevés.

L'argent ne vaut plus rien

Dans l'économie vénézuélienne subventionnée, le manque à gagner se traduit par des pénuries de produits de base importés. La rareté de l'offre a fait flamber les prix de 159 % cette année selon le Fonds monétaire international, une inflation qui pourrait dépasser 200 % l'an prochain. Chaque jour, la pauvreté gagne du terrain.

“ On ne peut pas acheter grand chose parce que tout est très cher. Vous voulez acheter une paire de chaussures, et vous vous rendez compte que vous n’avez pas assez d’argent, “ déplore Carlos Gonzalez, un habitant de Caracas. Virginia Romero elle aussi vit dans la capitale. Elle a du mal à joindre les deux bouts : “ l’argent ne vaut plus rien. J’ai une fille handicapée et c’est difficile. Je viens de postuler à un nouvel emploi, parce que le salaire de mon mari, celui de mon fils et le mien ne nous suffisent plus. Nous sommes en situation critique. “

Crise politique

Dans ce contexte, les électeurs ont privé le Président Maduro, héritier d’Hugo Chavez, de sa majorité au parlement lors des législatives du 6 décembre, ajoutant la crise politique à la crise économique.

Selon le FMI, l’économie vénézuélienne, privée de sa manne pétrolière, devrait se contracter de 10 % cette année et de 6 % de plus l’an prochain.

Êtes-vous un bon épargnant?

Marc Fiorentino Morning Zapping 23/12/2015

L’année 2015 est une belle illustration du fait que les Français gèrent mieux leur épargne. Tout d’abord, rappelons-le, les Français sont des fourmis. Nous avons encore, malgré la crise, malgré notre croissance nulle, malgré un chômage dramatique, un des taux d’épargne les plus élevés au monde.

SORTIR DU LIVRET A

Ce taux d’épargne élevé est un signe d’un manque de confiance dans l’avenir mais surtout d’un manque de confiance total dans la capacité de l’État à faire face notamment au paiement des retraites. Les Français épargnent donc beaucoup et ils épargnent mieux. Qu’ont-ils fait en 2015? Ils ont tout d’abord sorti de l’argent de leurs livrets d’épargne qui connaissent une décollecte record. Il a fallu que le rendement du livret A passe en dessous de 1% pour que les Français comprennent que le livret A n’était pas un placement à long terme mais un placement pour l’épargne de précaution qui doit représenter au maximum 6 mois de dépenses de fonctionnement. Donc sage décision. Ensuite ils se sont rués sur l’assurance-vie. Le couteau suisse de l’épargne. Ils ont compris qu’avec une inflation nulle, des rendements supérieurs à 2% et en plus une vraie liquidité, c’était encore un cadeau. Encore une bonne décision.

UNE BELLE GESTION DE L’ÉPARGNE

Et enfin ils ont mis quelques billes en Bourse avec un marché français qui devrait finir l'année avec une performance raisonnable même si elle n'est pas spectaculaire. Et les Français, là encore, ont fait preuve de bon sens. Ils n'ont pas investi en Bourse directement mais à travers des fonds logés dans leur assurance-vie pour bénéficier d'une fiscalité avantageuse. Et ceux qui ont choisi d'investir en Bourse, l'ont fait à travers le PEA, une des dernières niches fiscales. Et pour finir, les Français en 2015 ont continué à investir dans l'immobilier. Soit l'immobilier physique, soit la pierre papier avec les SCPI. En 2015 les ménages français ont géré leur épargne comme des chefs et obtenu un rendement moyen largement supérieur à l'inflation. Seul petit bémol, ils ont eu trop recours au découvert, l'arme de destruction massive des banques. Mais nul n'est parfait...

ET VOUS ?

C'est le moment de faire le point sur votre épargne. Laissez-vous trop d'argent dormir sur votre compte bancaire à 0% ou sur votre livret A à 0.75% alors que nous avons un contrat d'assurance-vie spécifiquement fait pour vous ?? Ne perdez plus de temps, et d'argent, découvrez MonFinancier Retraite Vie.

[Recevez gratuitement une documentation sur le contrat MonFinancier Retraite vie](#) : Pas de frais sur les versements, plus de 550 supports en gestion libre, nombreuses SCPI et fonds en euros performants.

L'HOMME DU JOUR

voire de l'année? Elon Musk. Ce type est tout de même incroyable. Il gère Tesla avec le succès que l'on connaît et il a créé Space X qui vient de réaliser un exploit: faire revenir à son point de départ le premier étage d'une fusée orbitale. Une première. Et c'est une initiative privée. Respect.

TOUTE UNE ÉPOQUE

Madame Claude disparaît à 92 ans. Une icône des années 70.

LA RUSSIE S'ACHARNE SUR L'UKRAINE

Profitant de sa position de force dans l'alliance anti Daech en Syrie, la Russie va boycotter l'Ukraine, l'asphyxier un peu plus sous le prétexte qu'elle lui doit de l'argent. Elle sait très bien que ni l'Europe, ni les États-Unis ne réagiront plus.

LE SCOOP DU JOUR

J'aime les bûches glacées. Même les plus ringardes vendues dans les grandes surfaces.

LA BONNE AFFAIRE DU JOUR

L'action Casino s'est écroulée depuis quelques jours après la publication d'un rapport à charge d'un cabinet d'analyses américain sulfureux. À ce cours, c'est les soldes avant les soldes.

LE RECORD DU JOUR

Les fusions acquisitions. Le total des opérations dépasse largement le record de 2007 avec un total de 4600 milliards de dollars grâce notamment à un nombre record de gros deals de plus de 5 milliards de dollars.

LE NOUVEAU FRONT DU JOUR

Selon le Figaro, la France se préparerait à intervenir aussi en Libye. Profitant du chaos total dans lequel se trouve le pays, Daech y est de mieux en mieux implantée. Mali, Syrie, Libye...

CE CHIFFRE ÉTRANGE

5.6 millions. Il y a 5.6 millions de Français au chômage. Il y a 5.6 millions de fonctionnaires. Il va y avoir maintenant 5.6 millions de Français qui vont toucher la prime d'activité pour les travailleurs pauvres. Un chiffre qui résume le mal français.

LA BONNE NOUVELLE DU JOUR

Les journées rallongent. Une minute de soleil en plus aujourd'hui!

VOILÀ C'EST TOUT

BONNE JOURNÉE

MAY THE FORCE BE WITH YOU

La BoJ perd la boule : la banque centrale veut acheter des ETSI inexistants

or-argent.eu déc 23, 2015

La banque du Japon semblait avoir atteint son maximum après être devenue la championne mondiale incontestée du QE et de l'interventionnisme sur les marchés. Mais les planificateurs centraux du pays du Soleil-Levant, où on n'hésite pas à évoquer Peter Pan pour maintenir la confiance dans l'économie, ne manquent manifestement pas d'imagination alors qu'ils viennent d'annoncer leur intention d'acheter des ETF... qui n'existent pas.

Si vous voyagez fréquemment vers Tokyo, ne soyez pas étonné si, dans les mois à venir, vous êtes abordé par un Kuroda vous proposant de racheter votre chemise ou votre paire de chaussures : cela voudra dire que la BoJ a avalé tout le Nikkei et ne sait plus quoi acheter avec sa planche à billets.

Article de [Bloomberg](#) :

« Haruhiko Kuroda a concocté un nouveau plan. Il va **acheter pour 2,5 milliards de dollars de quelque chose qui n'existe pas.**

Les marchés ont été secoués vendredi après que la banque du Japon ait dévoilé un paquet de mesures incluant l'achat d'ETF axés sur les sociétés qui « investissent de façon proactive dans le capital physique et humain ». La banque centrale japonaise dépensera 300 milliards de yens (2,5 milliards de dollars) par an à partir d'avril dans l'achat de tels actifs afin de juguler les impacts sur les marchés lorsqu'elle recommencera à vendre des actions achetées précédemment à des institutions financières.

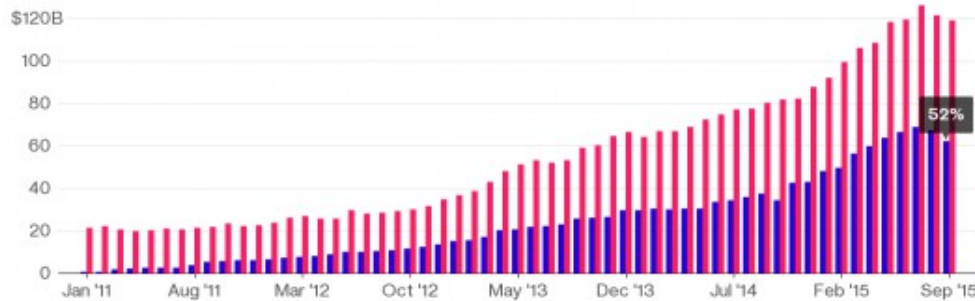
Le seul souci est que ce genre d'ETF n'existe pas au Japon, du moins pas encore. (...) Les ETF qui sélectionnent les sociétés sur base de la façon dont elles déploient leurs moyens financiers sont rares sur les marchés mondiaux.

« Ce genre d'ETF n'existe pas pour le moment. Prendre en compte les investissements en tant que facteur est assez inhabituel dans ce secteur, » a déclaré Koei Imai, qui gère un portefeuille d'ETF de 25 milliards pour Nikko Asset Management Co. à Tokyo. « Je pense que le message de la BoJ nous encourage à les créer. »

La banque centrale est au courant que ce genre de produit n'existe pas pour le moment. Dans l'attente de leur création, elle achètera des ETF suivant les performances du JPX-Nikkei Index 400 (...). La BoJ a déjà acheté des ETF en relation avec les index Nikkei 225 Stock Average et Topix. Elle possède aujourd'hui environ **la moitié du marché des ETF au Japon.** (... en rouge les ETF japonais, en bleu le portefeuille ETF de la BoJ...).

Japan's ETF Whale

■ Bank of Japan ETF Holdings ■ Entire ETF Market Assets



Source: Tokyo Stock Exchange
Note: Converted to USD at 121.03 FX Rate

Bloomberg

À côté de ces nouveaux achats d'ETF, Kuroda a prolongé la maturité moyenne restante des obligations gouvernementales achetées et augmenté le montant maximum que sa banque peut posséder dans chaque trust d'investissement dans l'immobilier japonais. (...) »

Ingérence dans les marchés

Selon Okasan Online Securities Co., ce programme présente un risque d'ingérence sur les marchés actions. Lorsque ce genre d'ETF sera éventuellement créé, il risque d'avantager certaines actions.

« C'est un peu comme si la banque du Japon achetait des actions spécifiques plutôt que de pousser l'ensemble du marché, » a déclaré Yoshihiro Ito, le chef stratéliste de la société. « Ce facteur a également déplu au marché. »

Etats-Unis: les reventes de logements plongent

BusinessBourse et LeFigaro Le 23 Déc 2015



Les reventes de logements aux Etats-Unis ont accusé une forte chute en novembre, décevant sévèrement les attentes des analystes selon les chiffres

publiés mardi par l'Association nationale des agents immobiliers américains (NAR).

D'après la National Association of Realtors américaine ce mardi, les reventes de logements existants aux États-Unis pour le mois de novembre 2015 se sont établies sur un rythme de seulement 4,76 millions d'unités, contre 5,32 millions de consensus de place et 5,32 millions pour la lecture révisée du mois d'octobre 2015.

Cela correspond un recul de 10,5% alors que les analystes misaient sur un recul de 0,7%. C'est le plus bas niveau des reventes de logements en 19 mois.

Source: [lefigaro](#)

Chine: les exportations d'acier reculeront à un niveau compris entre 70 et 80 millions de tonnes

BusinessBourse Le 23 Déc 2015



Les exportations annuelles d'acier de la Chine devraient baisser à un niveau compris entre 70 et 80 millions de tonnes à long terme, a annoncé mardi Fitch, agence principale de notation.

En 2014, les exportations d'acier de la Chine ont atteint 93,8 millions de tonnes.

Dans le futur, davantage de capacité de production d'acier sera obsolète principalement en raison de la faible demande du marché, plutôt qu'en raison des politiques du gouvernement, a indiqué Fitch dans une note de recherche.

Auparavant, les politiques environnementales sévères ont causé la fermeture de nombreuses petites entreprises, et de plus en plus de fabricants d'acier feront face à une pression croissante, car les mesures pour lutter contre la pollution augmentent les coûts, selon Fitch.

La Chine ajoutera une nouvelle capacité de production d'acier de 16 millions de tonnes en 2016 et en 2017, alors qu'elle éliminera entre 75 et 85 millions de tonnes de capacité obsolète dans les cinq années à venir, a indiqué Fitch, qui a

prévu un pic de la capacité de production en 2016.

L'industrie sidérurgique de la Chine est aux prises avec la surcapacité car le ralentissement économique affaiblit la demande.

L'initiative "la Ceinture et la Route" aidera à faire face à ce défi. La Chine espère investir dans les infrastructures dans les pays participants, selon l'agence de notation.

Source: xinhuanet

Grande barrière de corail: feu vert de Canberra à l'expansion d'un port charbonnier

Publié par: Lexpress Par AFP , publié le 22/12/2015



Sydney - L'Australie a donné son feu vert mardi au projet controversé d'agrandissement d'un port essentiel à de vastes projets charbonniers, au grand dam des écologistes qui dénoncent une décision irresponsable et dangereuse pour la Grande barrière de corail.

Le gouvernement fédéral a approuvé ce projet qui ferait d'Abbot Point l'un des plus grands ports charbonniers du monde, capable d'exporter jusqu'à 120 millions de tonnes chaque année, deux mois après avoir approuvé un projet de mine géante présenté par le groupe indien Adani.

Ce projet Carmichel, également décrié par les écologistes, pèse 16,5 milliards de

dollars australiens (10,8 milliards d'euros). Il vise à produire chaque année 60 millions de tonnes de charbon thermique.

Le port en eau profonde d'Abbot Point est arrivé à capacité. Un agrandissement du site, situé tout près de la Grande barrière inscrite au patrimoine de l'humanité, est nécessaire pour exporter la matière première produite par Adani et d'autres groupes miniers.

Pour les défenseurs de l'environnement, cette proximité représente une menace. L'expansion du port, qui va produire 1,1 million de mètres cubes de déchets de dragage, va dégrader l'environnement sans compter que le charbon produit contribuera au réchauffement climatique global, disent-ils.

L'expansion du terminal *"a été approuvée conformément aux dispositions de la loi fédérale sur l'environnement et est soumis à 30 strictes conditions"*, a déclaré une porte-parole du ministre de l'Environnement, Greg Hunt.

Pour aller de l'avant, ce programme --qui doit être mené à bien conjointement par Adani et l'australien GVK Hancock-- doit encore recevoir les agréments du gouvernement de l'Etat du Queensland, dans lequel il est situé.

Initialement, ses promoteurs prévoyaient le dragage de trois millions de m³ de déchets qui auraient été déversés dans les eaux proches du parc marin de la Grande barrière de corail.

Les écologistes étaient vent debout, expliquant que les coraux et les algues seraient asphyxiés. Face au tollé, et aux craintes de voir la Grande barrière inscrite par l'Unesco sur la liste du patrimoine mondial en péril, le projet avait été retoqué.

Le nombre de mètres cubes a été revu à la baisse et les déchets iront à terre.

- Des emplois et des dauphins -

"Tous les déchets seront déversés à terre sur des terrains industriels déjà existants. Aucun matériel ne sera déposé dans la zone du patrimoine mondial ou les marais de Caley Valley", site voisin qui abrite en saison jusqu'à 40.000 oiseaux, a ajouté la porte-parole.

"La zone portuaire est située à au moins 20 kilomètres de tout récif corallien et aucun récif corallien ne sera affecté".

Les défenseurs de ces projets font valoir qu'ils vont créer des milliers d'emplois et injecter des millions de dollars dans l'économie.

Adani, dont le projet Carmichael est contesté en justice par les écologistes, a salué

la décision de Canberra. *"L'agrandissement d'Abbot Point, vital pour (la ville proche de) Bowen, est essentiel pour (nos) projets de création de 10.000 emplois directs et indirects et de 22 milliards de dollars en taxes et en royalties"*, a dit le groupe dans un communiqué, soulignant qu'il respectait strictement les critères environnementaux.

Les opposants à tous ces projets arguent que l'effondrement des cours du charbon pèse sur leur viabilité. Ils soulignent aussi que de nombreuses banques se sont ces derniers mois retirées du projet Carmichael --dont les françaises Société Générale, BNP Paribas et Crédit Agricole-- en raison de son empreinte écologique.

Ce nouveau feu vert est *"irresponsable pour le récif, illogique et non nécessaire"*, dit Greenpeace.

"C'est illogique d'agrandir le port pour répondre aux besoins du projet de mine géante, car celui-ci revient à une impasse", a déclaré Shani Tager, qui s'occupe de la Grande barrière pour l'ONG.

"Adani n'a pas les 16 milliards de dollars australiens, personne ne va les lui prêter, et les cours du charbon dégringolent. L'Agence internationale de l'énergie elle-même s'interroge sur le projet".

WWF-Australia explique elle que les eaux d'Abbot Point abritent entre autres des dugongs, des tortues de mer ou des dauphins à ailerons retroussés tandis que les marais avoisinants sont utilisés par les oiseaux migrants.

Le feu vert accordé au projet *"malgré les dégâts qu'il va occasionner"* est *"décevant"*, a déclaré une porte-parole, Louise Matthiesson.

"Pour agrandir le port, 61 hectares de lit marin vont être creusés, créant 1,1 million de m³ de déchets. Des panaches dangereux pour les algues vont être créés, qui pourraient potentiellement atteindre les récifs coralliens voisins".

En Angleterre, la fracturation hydraulique autorisée dans les parcs nationaux

Le Monde.fr avec AFP | 16.12.2015

C'est une décision qui mécontente aussi bien les défenseurs de l'environnement que l'opposition. Les députés britanniques ont approuvé à une courte majorité – 298 voix pour, 261 contre –, mercredi 16 décembre, la fracturation hydraulique dans des parcs nationaux, à l'issue d'un vote sans débat. Ils rendent ainsi possible l'extraction du gaz de schiste dans ces parcs ainsi que dans certains sites classés pour la beauté de leurs paysages ou leur histoire, à condition qu'elle intervienne à

une profondeur supérieure à 1 200 mètres et que la foreuse soit installée à l'extérieur du site.

L'opposition et des organisations écologiques ont aussitôt dénoncé la volte-face du gouvernement conservateur de David Cameron, qui avait accepté en janvier d'interdire totalement la fracturation hydraulique dans les parcs nationaux et les zones protégées.

Elles dénoncent également le fait que le gouvernement a opté pour une procédure de vote rapide et sans débat devant le Parlement.

Lire aussi : [Le Royaume-Uni veut débloquer l'exploitation du gaz de schiste](#)

« Une obscure procédure parlementaire »

« *Cela ne fait même pas un an que le gouvernement a promis d'interdire [le procédé] dans les parcs nationaux et maintenant il essaie de passer en vitesse via une obscure procédure parlementaire* », a dénoncé Hannah Martin, une responsable de Greenpeace. « *Les réserves d'eau potable et les parcs nationaux ne seront plus protégés comme il se doit* », a estimé de son côté l'organisation Les Amis de la Terre.

Lisa Nandy, une responsable des questions liées à l'énergie au sein du Labour (l'opposition travailliste), a elle accusé le gouvernement de passer par « *la porte dérobée* » pour [faire approuver](#) le [projet](#). Le gouvernement de David Cameron tente depuis des années d'encourager l'exploitation du gaz de schiste. Le premier ministre rêve de [connaître](#) au [Royaume-Uni](#) une révolution similaire à celle des Etats-Unis, où les prix des hydrocarbures se sont effondrés et où l'indépendance énergétique est à portée.

Le procédé de fracturation hydraulique consiste à [créer](#) des fissures souterraines et y [infiltrer](#) un mélange d'eau, de sable et de produits chimiques pour [permettre](#) l'extraction de gaz capturé dans la roche. Les défenseurs de l'environnement s'inquiètent de la pollution que pourraient [causer](#) les substances chimiques utilisées, notamment dans les nappes phréatiques.

[Sapin naturel ou sapin artificiel, le faux débat](#)

Biosphere [23 décembre 2015](#)

En 1900, il suffisait d'une orange donnée à un enfant pour avoir l'impression d'un immense cadeau. En l'an 2010 les consoles de jeux vidéos du père Noël finissent par intoxiquer les jeunes esprits autour d'un arbre à cadeaux. Car le père Noël a besoin d'un sapin à l'arrivée de son traîneau. Alors quel sapin « vert » pour Noël,

artificiel ou naturel ?

C'est en Alsace-Lorraine qu'est né au XIIe siècle le sapin de Noël, ce sont les protestants qui développent la tradition à partir de l'an 1560 et cela totalise maintenant en France 5 millions d'arbres de 6 à 8 ans d'âge pour moins d'un million de reproductions en plastique. En 2009, le sapin artificiel représentait 16 % en France des sapins, 58 % aux Etats-Unis et 67 % en Grande-Bretagne.

L'association du sapin de Noël naturel, qui regroupe 70 professionnels, ironise : « Contrairement aux sapins artificiels, les sapins naturels ne sont pas dérivés du pétrole et sont parfaitement biodégradables ». Il n'empêche que les sapins naturels issus d'une monoculture mobilisent des terres qu'on devrait laisser à la biodiversité. On les coupe pour les jeter dans des semi-remorques qui contribuent à l'effet de serre. On les habillera de boules et de guirlandes qui ne représentent rien si ce n'est le culte du toc et de la superficialité qui caractérise la société marchande. En prenant en compte toutes les données, l'arbre artificiel contribue trois fois plus que l'arbre naturel au réchauffement climatique et à l'épuisement des ressources naturelles, ce qui ne fait pas du sapin naturel un innocent ! L'année 2010, Michelle Obama avait demandé qu'on réutilise les ornements des années précédentes. Pour la Green Room, elle a choisi des sapins recyclés : ils sont faits de papier journal passé à la peinture dorée.

Profitez plutôt de cette fête de Noël pour marcher au milieu d'une forêt vivante et réfléchir au système qui nous aliène. Considérez que dans un monde fini nous devons apprendre à limiter nos envies matérialistes. Il nous faut retrouver cet objectif qui devrait nous mobiliser à toutes les époques : moins de biens, plus de liens. Il ne reste plus qu'à refuser d'offrir des cadeaux à Noël pour vivre la simplicité volontaire.

MONNAIE DE CRÉDIT ET MONNAIE DE DÉPÔT

Publié le 23 décembre 2015 par actualites des 7 (R.Bibeau)

Par : Hervé Hum Publié par: <http://www.les7duquebec.com/> Décembre 2015

Dans ce qui va suivre, il ne sera question que de la relation entre la monnaie de dépôt et de crédit, quant à sa conséquence en termes d'accumulation de droits de créances et de devoirs de dettes.

Il existe deux types de monnaies, celle de dépôt et celle de crédit.

La différence fondamentale porte sur le fait que **la monnaie de dépôt** est indestructible tant qu'elle a cours, alors que **la monnaie de crédit** est éphémère ou temporaire. La monnaie de dépôt se transmet de créanciers en créanciers, mais sa valeur scripturale reste fixe. C'est sa valeur d'échange qui évolue selon l'**inflation**, en extrême par la **dévaluation** (on oubliera sa suppression) et plus rarement par la **déflation**.

C'est donc une monnaie d'accumulation de réserve de valeur et comme tout droit de créance est consubstantielle d'un devoir de dette correspondant, plus il y a de monnaie de dépôt en circulation, plus il y a de dettes qui s'accumulent et peuvent s'effacer seulement par la faillite de la monnaie.

A contrario, la **monnaie de crédit** est temporaire, on crée une créance qui sera annulée avec le règlement de la dette, majoré d'un intérêt. Cette monnaie n'est donc pas une réserve de valeur. Ainsi, cette monnaie ne peut théoriquement pas s'accumuler en dépôt, être thésaurisé, mais seulement s'accumuler sur un temps donné, pour une action donnée et restituée avec intérêt. Bien que dans la réalité présente, **le système augmente le temps de valeur de cette monnaie pour en différer le remboursement effectif du principal, en renouvelant le crédit**. Mécanisme mis en place lorsque la dette ne peut être acquittée en temps et heure, mais dont personne ne souhaite le défaut de paiement qui est la « **faillite du prêt** ».

S'il n'y avait pas d'intérêts prélevés par le droit de créance créée temporairement et en tenant compte de l'inflation, l'opération serait neutre en elle-même, mais la présence de l'intérêt change totalement le jeu et explique en partie les crises monétaires de ces dernières années.

Comme expliqué par nombres de vidéos, l'intérêt n'étant pas créée par l'opération de crédit, celui-ci ne peut être honoré que d'une seule manière, par la création de monnaie de dépôt indestructible. Si ce n'est pas le cas, et en considérant que toute la monnaie est circulante, le principe des chaises musicales fait que certains crédits ne pourront être remboursés, entraînant la hausse de risque du crédit et ralentissant la création de monnaie de crédit, voir la stoppant.

Dans ces mêmes vidéos, les réalisateurs décrivent très bien le jeu monétaire de vases communicants ou plutôt de baignoires, entre la monnaie de dépôt et la monnaie de crédit. Toutefois, ils se trompent (certainement de bonne foi) sur les causes et les conséquences du jeu qu'ils dénoncent.

En effet, ils accusent la monnaie de crédit d'être responsable des dettes publiques des peuples et des particuliers, voyant que cette forme de monnaie implique de toujours devoir emprunter dès lors que la dette du premier crédit ne peut être remboursée. **Leur conclusion, est alors de considérer que seule la monnaie de dépôt limité en volume est valable, or, c'est exactement le contraire qui est vrai !** Car si l'intérêt prélevé pour le temps d'existence de la monnaie est effectivement indu et représente un vol caractérisé, ce n'est plus vrai en l'absence d'intérêts. Autrement dit, en l'absence d'intérêts, la monnaie de crédit étant une opération neutre, entre droit de créance et devoir de dette, elle ne peut être considéré comme fausse, injuste et odieuse. Du moins sous certaines autres conditions qu'on verra dans les prochains articles.

En réalité, c'est la monnaie de dépôt qui représente un vol d'intérêts et un abus de droits de créances, qui est la véritable source de l'injustice monétaire, **mais que la monnaie de crédit va simplement démultiplier.** Car étant une monnaie indestructible, le devoir de dette ne s'arrête jamais tant qu'elle a cours. De plus, étant indestructible, toujours tant qu'elle a cours, elle a les mêmes qualités qu'une propriété foncière, elle est une réserve immobilisée et peut être louée moyennant intérêts ou bien laissée en « jachère ».

On ne pense jamais au fait que cette monnaie est faite exclusivement pour permettre les échanges entre propriétaires souverains et non entre salariés. Quelle est faite pour permettre l'épargne du profit et la faire « travailler » comme un capital productif, de la même manière que si c'était un outil de production de marchandise de l'économie réelle.

Pour 99% des salariés, la monnaie qui a cours est la monnaie de crédit, peu importe qu'ils utilisent une monnaie de dépôt ou de crédit, parce que le salarié est toujours en dette vis-à-vis du propriétaire des moyens de productions et doit donc acheter en permanence du crédit en vendant son temps

de vie (travail + activité) constamment, car ses besoins primaires sont constamment renouvelés. Pour lui, la distinction entre monnaie de dépôt (indestructible) et de crédit (temporaire) dépend de son pouvoir d'épargne, donc, de son solde entre salaire et dépenses.

En effet, tant que l'intérêt de la monnaie de dépôt est égal ou supérieur à l'inflation liée à la quantité de sa consommation totale de marchandises, plus le maintien de la valeur de son capital de droits de créances en épargne, on peut vivre juste avec l'intérêt. Donc, sans avoir de devoirs de dettes à remplir. Ceux qu'on appelle aussi les rentiers, ce fameux 1%,

On admet que si tout le monde disposait d'une réserve monétaire produisant un intérêt suffisant, dans l'absolu, personne n'irait travailler pour acheter un crédit en payant une dette en temps de vie dédié qu'ils possèderaient déjà. Tout le monde serait riche d'une monnaie sans valeur. Le système s'arrêterait !

On voit donc que d'un côté, il y a une monnaie indestructible et qui crée ainsi une dette indestructible, qui ne pose aucun problème en soi tant qu'elle sert de monnaie circulante d'une part et que son volume n'excède pas la croissance du PIB d'autre part. Si son volume croît plus vite que le PIB du pays où la monnaie à cours et en considérant le cas pratique où elle est utilisée exclusivement dans ce pays, si l'excédent n'est pas thésaurisé, cela augmente la dette indestructible plus vite que la production intérieure peut le supporter et donc, créer de l'inflation monétaire systémique. A forte dose, la monnaie peut connaître une super et hyper inflation donnant le plus souvent lieu à une dévaluation monétaire pour recalibrer la quantité de monnaie indestructible au niveau du PIB et stopper l'inflation. Mais tant qu'on crée de la monnaie indestructible plutôt que la monnaie de crédit, la tendance sera toujours à l'inflation ou à la dévaluation et l'équilibre difficile à trouver. **Car entre besoins de financement qui appellent des crédits et la stabilité des prix entre demande et l'offre en fonction du PIB pour éviter l'inflation, l'équilibre est cornélien !**

Pour résoudre ce problème de rigidité dû à la création de monnaie indestructible, seulement ajustable par l'inflation ou la dévaluation, la solution apportée a été la monnaie de crédit, qui n'a pas la qualité de réserve. Celle-ci étant détruite avec le devoir de dette acquittée, la masse monétaire indestructible peut être infiniment

mieux contrôlé et donc, l'inflation liée à la création de monnaie indestructible jugulée.

Seulement, il reste encore et toujours l'intérêt prélevé sur cette création temporaire, qui lui, a besoin d'être créée en monnaie indestructible, sauf à jouer au jeu de la chaise musicale.

On voit que, partant de la production de marchandise avec la plus-value, le profit thésaurisé en réserve de monnaie **va produire lui-même une nouvelle plus-value qu'est l'intérêt**, qui pourra être décuplée en cas d'utilisation de l'effet de levier, créant de nouveaux intérêts devant donner lieu à de la création monétaire indestructible sous peine de risquer des « faillites de prêts » en chaine, pouvant avoir les conséquences connus sur la croissance du PIB.

Si les citoyens croient faussement que la monnaie indestructible, comme l'or, est mieux que la monnaie crédit en raison de la nécessité de toujours travailler à son renouvellement pour cette dernière, alors que ce n'est pas vrai pour la première, ils oublient deux choses essentielles énoncée plus haut.

La monnaie indestructible mise en épargne capable de produire des intérêts suffisant à ses dépenses et son propre maintien (de la monnaie), sont le fait d'une extrême minorité, de fait, ce fameux 1 % de la population dénoncé comme exploiteuse.

Que ce renouvellement constant est le fait même de la condition humaine. Le pain se fabrique tous les jours ! On peut certes en avoir d'avance, le congeler, mais il faut renouveler l'action de faire du pain de manière régulière à moins de renoncer à en manger. Pourtant, on ne considère pas de devoir faire du pain tous les jours comme une aliénation, mais de devoir le faire au profit d'un autre plutôt que de soi même.

Cet argument de l'aliénation par le crédit est donc sans fondement puisque sans la constance du travail humain, aucune création de marchandise n'est possible de manière pérenne et donc, aucune société viable. Seule la monnaie de dépôt permet réellement d'aliéner les salariés et ce d'autant plus qu'elle est rare. La monnaie n'a

pas à être rare, mais équilibré par le rapport d'offre/demande. la rareté de la monnaie n'empêche pas la dette d'exister, mais d'être plus dure encore pour son obtention, donc, de produire une dette plus élevée qu'avec la monnaie de crédit.

L'aliénation n'est pas dans la création de monnaie de crédit, mais dans l'intérêt prélevé sur cette création, qui déséquilibre l'échange en donnant à celui qui perçoit l'intérêt une créance sans avoir dû produire un travail de même valeur pour l'obtenir.

De fait, dans une société fondant sa justice sur l'égalité entre droits et devoirs, la monnaie de dépôt indestructible n'existe plus, seule est utilisée la monnaie de crédit, mais sans production d'intérêts. Le profit étant ailleurs.

Cas pratique avec les dettes publiques

Là aussi, tant que les intérêts des dépôts et des crédits suit la croissance du PIB, le système tient, sauf quand le volume de la monnaie de crédit est mal ajusté et ne peut être remboursé, ce qu'on appelle des défauts de paiement ou « faillite du crédit ». Dans ce cas là, la part de dette de la monnaie de crédit non remboursée se transforme en monnaie indestructible et soit elle fait changer de main la créance de monnaie indestructible, soit il est créé de la monnaie indestructible pour compenser les pertes et va donc gonfler la masse monétaire indestructible avec la conséquence d'augmenter la créance et dette accumulée. Cette augmentation va soit produire de l'inflation, soit, si elle n'est pas utilisée, augmenter la masse monétaire en dépôt pour produire des intérêts.

Le fait qu'il ne soit pas constaté une forte inflation n'est pas dû au mécanisme cité ici, mais aux mécanismes de dissimulation de l'augmentation de la masse monétaire, c'est-à-dire, les ventes de biens et services publics, la création de produits dérivés et surtout, l'extrême concentration de la propriété de la créance, permettant la gestion du temps de recouvrement de la dette en différents remboursements.

En fait, le système monétaire mondial a créé ce qu'ils appellent les produits dérivés, qui ne sont au final qu'une gigantesque pyramide de Ponzi qui fonctionne

en tant que « trou noir » monétaire, pour dissimuler cette inflation monétaire dû à la production d'intérêts exponentiels. En effet, comme ces produits dérivés sont constitués de monnaie de crédits renouvelés X fois, il ne reste en fin de course que l'intérêt à payer. Tant que les gouvernements arrivent à faire payer cet intérêt par l'économie réelle (privatisations, réduction des droits sociaux, des pensions des retraités, etc), le système peut continuer un peu plus longtemps. Les créanciers renonçant ou acceptant de continuer à différer le remboursement du principal emprunté tant que l'intérêt est payé. Acceptant même d'annuler certains prêts pour ne pas provoquer de faillites de prêts et faire s'écrouler la pyramide de ponzy.

Toutefois, en raison de l'intérêt qui crée toujours plus de la monnaie indestructible, qui va vouloir produire son propre intérêt, nous sommes face à une cavalerie ou pyramide de ponzy qui ne peut s'arrêter pratiquement, qu'en ayant « acheté » toute l'économie réelle, y compris la place du village et les bureaux du président de la république.

Au-delà, le monde se diviserait en deux, une classe propriétaire de la Terre, « achetée » avec des billets de monopoly et le reste de la population mondiale réduite soit à l'état de serviteur pour les plus « chanceux », soit d'esclave, les autres devant être « euthanasiés » car totalement inutile et parasites.

En résumé, la propriété des moyens de productions, entraîne la création d'une épargne monétaire qui va à son tour créer une plus-value avec les intérêts, qui vont à leur tour produire des intérêts, jusqu'à ce que la capacité de tolérance de la population en dette systémique soit dépassé, se révolte et/ou meure.